

ECO BUSINESS

By Lodj

www.lodj.ma

PME TPE STARTUP

20
Jan
26

42%

ÉCONOMIE
MAROCAINE
UNE CROISSANCE QUI TIENT,
MAIS SOUS TENSION



@lodjmaroc



ÉCONOMIE MAROCAINE :

une croissance qui tient, mais sous tension

ED
MAR
CONOMIE
S

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

Perspectives économiques du Maroc en 2026 : croissance réelle, défis sociaux et espérance mesurée

Banque mondiale : le Maroc viserait 4,4 % de croissance en 2026-2027

Maroc : le retour à l'Investment Grade redessine les équilibres économiques

Pourquoi le Maroc reste à la traîne du financement des start-up en Afrique

Levées de fonds des startups : le Maroc face au large océan des investissements en MENA

Adenia Entrepreneurial Fund 1 : un fonds de 150 à 180 millions de dollars pour propulser les PME africaines, avec le Maroc en ligne de mire

ReparTrust lève 7,5 millions de dirhams pour digitaliser et structurer la réparation automobile après sinistre au Maroc

GIZ Maroc et l'OMTPME scellent un partenariat au service des TPE

Loi 14.25 et taxes locales : la parole de Bensouda desserre la tension sociale au sein de la TGR

Maroc 2026-2028 : quand chômage, inflation et fractures sociales redéfinissent les risques économiques

Quand la CGEM et Enabel réinventent l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes au Maroc : une réponse stratégique à la précarité de l'emploi

Investissement des Marocains du monde : Rabat mise sur une plateforme digitale stratégique

Marchés publics au Maroc : l'enregistrement obligatoire et le droit de 0,1 % redessinent la transparence de la commande publique

Fiscalité marocaine : le Code général des impôts 2026 acte le virage de la conformité et de l'élargissement de l'assiette

Immobilier urbain : l'État mise sur des loyers réduits de 20 % pour faire de la location un tremplin vers la propriété

Maroc : face à l'envolée des loyers et des prix immobiliers, Airbnb au cœur de la crise du logement urbain

Foncier cher, BTP sous tension au Maroc : logement, spéculation et urbanisation au cœur d'un déséquilibre durable

Le Maroc parie sur l'IA pour créer 50 000 emplois

Transition numérique : Rabat parie sur l'IA pour doper le PIB de 100 Mds DH d'ici 2030

ECO
BUSINESS

By Ladj



Imprimerie Arrissala

20

JAN | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAÏMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI

MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma





CHARTE DU 11 JANVIER 2026 POUR LA JEUNESSE

La Génération Y a adopté et signé le manifeste de l'indépendance du 11 Janvier 1944.

Le 11 Janvier 2026, la Génération Z prend le relais de l'Histoire en adoptant le Manifeste de la Jeunesse, avec une volonté claire : poser les bases d'un nouveau pacte national en faveur de la jeunesse marocaine.

Ce pacte repose sur trois piliers majeurs : l'Élévation du niveau des droits et libertés, l'Élargissement des attentes citoyennes et la concrétisation des revendications politiques, économiques, sociales et culturelles.

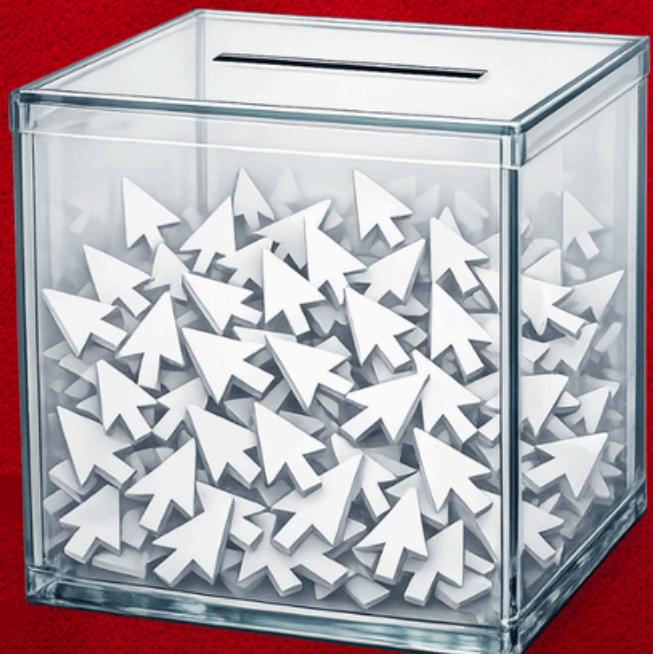
Un appel est lancé à toutes les générations marocaines, sans distinction, pour rejoindre ce plaidoyer collectif et se mobiliser en faveur de son adoption dans un large consensus national.

Exprimez votre adhésion en votant ici.

**CLIQUEZ ICI
ET PARTICIPEZ
AU VOTE**



By Lodj





ÉCONOMIE MAROCAINE: UNE CROISSANCE QUI TIENT, MAIS SOUS TENSION

Conjoncture du troisième trimestre 2025 et perspectives pour le quatrième trimestre 2025 et le premier trimestre 2026

L'économie marocaine aborde l'année 2026 dans un équilibre délicat. Ni emballement, ni décrochage. Après une année 2025 marquée par une croissance solide mais progressivement ralentie, le Royaume entre dans une phase où les moteurs internes continuent de jouer leur rôle d'amortisseur, tandis que l'environnement international impose des contraintes de plus en plus visibles. Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), la croissance devrait légèrement accélérer au premier trimestre 2026 pour atteindre 4,2 %, après un rythme stabilisé autour de 4 % fin 2025.

Cette trajectoire repose avant tout sur la demande intérieure, devenue le pilier central de l'activité économique.

La consommation des ménages progresse à un rythme modéré mais régulier (+3,9 %), soutenue par la détente de l'inflation, les revalorisations salariales et les allègements fiscaux. À cela s'ajoute un investissement toujours dynamique, tiré par les grands chantiers d'infrastructures et l'effort soutenu des entreprises publiques. En clair, l'économie marocaine continue d'avancer grâce à ses ressorts internes, dans un contexte mondial moins porteur.

Car à l'extérieur, les signaux sont nettement plus contrastés. Le ralentissement du commerce mondial, particulièrement marqué au second semestre 2025, pèse sur les exportations de biens. Les industries exposées aux marchés européens – automobile, textile, phosphates – subissent de plein fouet la faiblesse de la demande et la montée des contraintes réglementaires.

Résultat : les exportations de biens ont reculé en valeur à l'automne 2025,

tandis que le déficit commercial s'est creusé de 31,9 %, ramenant le taux de couverture à 52,6 %.

Les services, en revanche, jouent un rôle de contrepoids salutaire. L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 a généré un effet d'entraînement notable sur le tourisme, les transports et les activités connexes. Les recettes de voyages ont bondi de près de 40 % sur les derniers mois de l'année, et le nombre de touristes a atteint un niveau record de 19,8 millions, dépassant largement celui de 2024.



Cette dynamique illustre une réalité structurelle : le Maroc exporte de plus en plus de services, et ces derniers compensent partiellement les fragilités de l'appareil industriel.



Sur le front des prix, le tableau est inhabituel mais favorable. L'inflation est redevenue négative fin 2025 (-0,1 %), sous l'effet de la baisse des prix alimentaires et énergétiques. Le HCP anticipe même une poursuite de cette tendance au premier trimestre 2026, avec une inflation autour de -0,2 %. Cette désinflation soulage le pouvoir d'achat, mais elle pose aussi une question de fond : jusqu'où peut-elle durer sans refléter un affaiblissement plus profond de la demande externe ?

Le marché du travail, lui, envoie des signaux légèrement plus encourageants. L'emploi a progressé de 1,6 % au troisième trimestre 2025, avec plus de 220 000 créations nettes, principalement en milieu urbain. Le taux de chômage a reculé à 13,1 %, une amélioration réelle mais encore fragile, dans un pays où la croissance démographique et les attentes sociales restent élevées

Du côté des finances publiques, la situation est ambivalente. Les recettes fiscales progressent fortement (+15,8 % à fin novembre 2025), portées par l'impôt sur les sociétés et la dynamique économique globale. En parallèle, les dépenses – notamment d'investissement – augmentent à un rythme soutenu. Le déficit budgétaire s'est ainsi creusé à -68,8 milliards de dirhams, reflétant un choix assumé de soutien à l'activité, mais au prix d'un besoin de financement plus élevé

Enfin, les marchés financiers évoluent dans un climat plutôt favorable. La politique monétaire demeure accommodante, avec un taux directeur maintenu à 2,25 %. La Bourse de Casablanca affiche une performance remarquable : l'indice MASI progresse de 27,6 % en glissement annuel, portée par la confiance des investisseurs et la liquidité globale du système

Au final, l'économie marocaine entre en 2026 sans illusion mais sans panique. Sa croissance est réelle, ses fondamentaux tiennent, mais sa dépendance à un environnement international incertain reste un point de vulnérabilité majeur.

Le défi n'est plus seulement de croître, mais de transformer cette croissance en résilience durable, en renforçant la compétitivité industrielle, en consolidant les services exportables et en maîtrisant les équilibres macroéconomiques. Une équation complexe, mais désormais incontournable.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU MAROC EN 2026 : CROISSANCE RÉELLE, DÉFIS SOCIAUX ET ESPÉRANCE MESURÉE

Après des années de secousses climatiques et de tensions internationales, les perspectives économiques pour le Maroc en 2026 oscillent entre optimisme prudent et réalités structurelles. Portée par une croissance tangible, une agriculture en reprise et des exportations dynamiques, l'économie nationale pourrait offrir une amélioration mesurée des conditions de vie pour les citoyens. Mais cette embellie potentielle masque des obstacles profonds : chômage persistants, déficits publics sous pression et confiance politique fragile. Ce diagnostic, enrichi par plusieurs sources institutionnelles et analystes économiques, donne un portrait équilibré des enjeux qui attendent le Royaume.

Croissance modérée mais réelle

Les dernières projections officielles convergent vers une croissance positive du Produit intérieur brut en 2026, même si les chiffres varient selon les institutions. Un rapport du gouvernement évoque une croissance autour de 4,5 % pour l'année à venir, soutenue par une campagne agricole moyenne et un environnement international plus favorable qu'en 2024 – 2025 ; ces estimations reposent sur un prix moyen du baril de pétrole Brent et une inflation maîtrisée à environ 2 %.

D'autres prévisions, telles que celles du Haut-Commissariat au Plan, sont un peu plus prudentes, anticipant un rythme proche de 4 %, notamment en raison d'une demande étrangère encore volatile et d'une compétitivité externe sous contrainte. Malgré ces nuances, l'allure générale reste la même : le Maroc devrait afficher une croissance supérieure à celle des économies les plus affectées par le ralentissement mondial, en grande partie grâce à des secteurs porteurs.

Agriculture et exportations : moteurs incontournables

Le rôle de l'agriculture dans ce scénario ne peut être sous-estimé. Après plusieurs années de sécheresse, une pluviométrie plus favorable a permis au secteur de rebondir. Selon les projections gouvernementales, la production céréalière pourrait atteindre environ 70 millions de quintaux, un chiffre qui joue un rôle significatif dans l'accélération de la croissance agricole et, par ricochet, dans l'augmentation du revenu rural.

Ce supplément de revenus dans les campagnes alimente la consommation, réduit les pressions sur les prix alimentaires et limite certaines formes d'exode vers les villes. À cela s'ajoutent les performances robustes de secteurs exportateurs tels que l'automobile, l'aéronautique et l'électronique, qui contribuent à stabiliser la balance commerciale malgré des aléas internationaux.



Des défis sociaux persistants

Pourtant, l'embellie macroéconomique ne se traduit pas automatiquement par une révolution dans la vie quotidienne de tous les Marocains. Le taux de chômage reste élevé, particulièrement chez les jeunes, avec des estimations supérieures à 12 % – bien au-delà du seuil souhaité pour une insertion durable sur le marché du travail.

De plus, certains segments comme l'immobilier résidentiel continuent d'être freinés par le coût élevé du foncier et des revenus qui ne suivent pas toujours l'évolution des prix. Cette situation creuse les inégalités d'accès au logement pour une partie significative des ménages.

Sur le plan budgétaire, le déficit est attendu autour de 3 % à 3,4 % du PIB, une avancée par rapport à des années antérieures mais qui reste sensible si l'investissement public demeure élevé. Les dettes publiques, même si elles montrent des signes de stabilisation, continuent de limiter les marges de manœuvre de l'État, notamment face à des aléas internationaux.

Confiance politique et réformes structurelles

La confiance dans les institutions économiques et politiques demeure un facteur déterminant d'ici à 2026. Des voix d'économistes ont souligné qu'un simple réagencement des équilibres politiques ne suffira pas si des réformes structurelles ambitieuses ne sont pas mises en œuvre, notamment dans la formation professionnelle et le soutien à l'innovation dans des secteurs de pointe.



Cette quête de réformes implique une vraie dynamique de confiance entre l'État, les entreprises et les citoyens. Dans un contexte où l'engagement social est de plus en plus revendiqué par une génération jeune, instruite et connectée, ce défi ne peut être éludé.

Au final, le Maroc entre 2025 et 2026 se trouve à un carrefour. Les fondamentaux économiques montrent des signes d'amélioration : croissance réelle, agriculture revitalisée et exportations en progrès. Mais pour transformer ces signes en gains durables et inclusifs, il faudra un effort concerté pour réduire le chômage, maîtriser les déficits et, surtout, renforcer la confiance dans les institutions. Ce n'est qu'à cette condition que les perspectives se traduiront effectivement en améliorations tangibles du niveau de vie des Marocains.

BANQUE MONDIALE : LE MAROC VISERAIT 4,4% DE CROISSANCE EN 2026-2027

La Banque mondiale projette une croissance de 4,4% pour le Maroc en 2026 et 2027, portée par des réformes structurelles, la relance de l'investissement et une amélioration des conditions climatiques. Une perspective favorable, qui reste toutefois suspendue à la mise en œuvre effective des réformes et à la réduction de plusieurs vulnérabilités.

De la prévision à l'impact : emploi, pouvoir d'achat et inégalités au cœur du débat.

Une prévision de croissance à 4,4% sur deux années consécutives, telle qu'attribuée à la Banque mondiale, place le Maroc dans une trajectoire dynamique à l'échelle régionale. Ce scénario repose sur une idée simple : l'économie marocaine disposerait de marges de progression si les réformes prévues se traduisent concrètement par plus de productivité, davantage d'investissement privé et une meilleure résilience face aux chocs climatiques.

Le premier moteur évoqué est celui des réformes structurelles. Dans le langage des institutions financières internationales, cela renvoie généralement à l'amélioration du climat des affaires, à une concurrence plus effective, à des règles plus prévisibles, ainsi qu'à des politiques publiques mieux ciblées. L'enjeu est de transformer la croissance "arithmétique" en croissance "qualitative", capable de créer des emplois stables et d'augmenter la valeur ajoutée locale.

Le deuxième levier est la relance de l'investissement. Pour un pays où les besoins en infrastructures, en industrie, en logistique et en transition énergétique sont importants, l'investissement joue un rôle d'accélérateur. Encore faut-il que l'investissement se diffuse au-delà de quelques secteurs phares et qu'il profite aux territoires, afin de réduire les écarts de développement. Dans la pratique, la question n'est pas seulement "combien" on investit, mais "où" et "dans quoi" : formation, innovation, PME, chaînes de valeur exportatrices, et services à forte intensité de compétences.

Le troisième facteur, plus incertain, est l'amélioration des conditions climatiques. Au Maroc, l'agriculture reste un canal majeur de transmission du climat vers la croissance, l'emploi et l'inflation alimentaire. Une campagne agricole favorable peut soutenir la demande intérieure et stabiliser certains prix,

mais elle ne peut constituer, à elle seule, une stratégie de croissance durable. D'où l'intérêt d'investir dans la gestion de l'eau, l'irrigation efficiente et des filières moins vulnérables.

Reste que toute projection est conditionnelle. Le scénario à 4,4% dépendra aussi de paramètres externes : conjoncture européenne, prix de l'énergie, tensions géopolitiques, et accès au financement. La crédibilité du cap se jouera donc sur l'exécution : capacité à déployer les réformes, à attirer et sécuriser l'investissement productif, et à transformer la croissance en gains tangibles pour les ménages.



By Lodj



LA WEB TV

100% digitale
100% Made in Morocco



MAROC : LE RETOUR À L'INVESTMENT GRADE REDESSINE LES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES

Après une année 2025 riche en rebonds, le Maroc a officiellement retrouvé son statut d'Investment Grade auprès de l'agence Standard & Poor's, un signal fort envoyé aux marchés internationaux. Ce réajustement de la perception financière du Royaume n'est pas anodin : il couronne des efforts de croissance, de discipline et de réformes, mais il soulève aussi des questions sur la durabilité de la trajectoire macroéconomique, au moment où les défis structurels persistent.

2025 : une année charnière

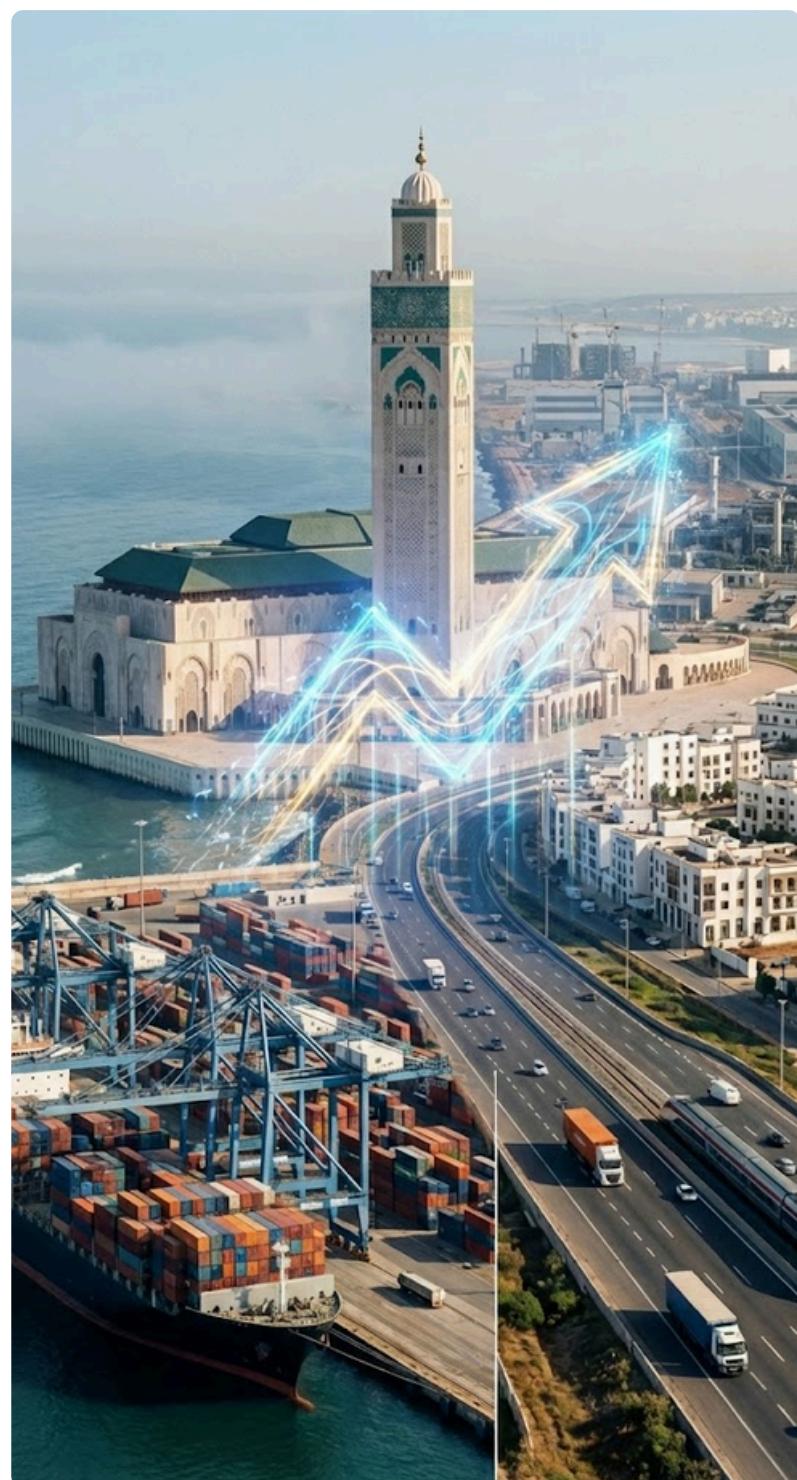
Depuis un an, l'économie marocaine navigue entre défis et confirmations. Portée par une croissance robuste des secteurs non agricoles et par une dynamique d'investissement soutenue, la croissance du PIB a, selon plusieurs sources, dépassé les estimations initiales et s'est rapprochée d'environ 4,6 à 5 % en 2025 un rythme qui dépasse significativement les prévisions antérieures du Haut-Commissariat au Plan.

Cette accélération de la croissance, rare dans un contexte de ralentissement mondial, reflète l'effet combiné d'un assouplissement monétaire, d'un cadre macroéconomique stable et de la montée de la demande intérieure, mais aussi l'impact tangible de grands projets d'infrastructures et de l'investissement privé.

La Banque centrale, Bank Al-Maghrib, a maintenu son taux directeur à 2,25 % tout au long de l'année 2025 pour accompagner l'activité sans générer de déséquilibres inflationnistes majeurs. Malgré un contexte international volatil, l'inflation est restée modérée, offrant une marge de manœuvre appréciable à la politique monétaire.

Sur le plan financier, la Bourse de Casablanca a offert l'un des visages les plus convaincants de cette crédibilité retrouvée. L'indice MASI a enregistré une progression notable (plus de +27 % sur l'année selon certaines sources), tiré par des volumes échangés en nette hausse et un retour significatif des investisseurs particuliers.

Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes et qui confirment une tendance : les entreprises cotées affichent des résultats nets en progression, notamment dans les secteurs bancaire, industriel et des télécoms, renforçant l'attractivité du marché marocain.



Investment Grade : une consécration, pas un aboutissement

La reclassification en Investment Grade ne doit pas être interprétée comme un aboutissement définitif, mais plutôt comme un jalon stratégique. Elle reflète surtout la perception d'une gestion prudente de la dette, d'une cohérence entre discipline budgétaire et effort d'investissement, ainsi que d'une capacité à absorber des chocs externes sans crise systémique majeure.

À l'aube de 2026, le projet de loi de finances prévoit de réduire le déficit budgétaire à environ 3 % du PIB, tout en continuant à soutenir un effort d'investissement public significatif. C'est un arbitrage délicat qui met en lumière l'équation cruciale de toute économie émergente : comment financer la croissance sans fragiliser les équilibres publics ?

Les indicateurs extérieurs restent une source d'inquiétude, malgré un tourisme qui a confirmé sa résilience avec près de 20 millions d'arrivées en 2025, consolidant sa place comme premier pourvoyeur de devises. Si ces flux et les transferts des Marocains résidant à l'étranger ont atténué les pressions sur le compte courant, ils restent vulnérables aux cycles internationaux.

Parallèlement, le déficit commercial s'est élargi, en grande partie tiré par la hausse des importations de biens d'équipement nécessaires au relèvement des capacités productives du Royaume. Cette dépendance énergétique et alimentaire met en évidence les fragilités structurelles qui subsistent et qui réclament des réponses politiques plus profondes.

Le retour à l'Investment Grade est assurément une victoire pour la stratégie économique marocaine. Il récompense une combinaison de choix macroéconomiques prudents et de réformes structurelles ambitieuses. Mais au-delà du symbole, l'enjeu reste de transformer cette crédibilité financière en un accélérateur durable de croissance inclusive, capable de générer des emplois, de réduire les vulnérabilités externes et de répartir équitablement les fruits du développement.

Dans un monde où les repères économiques se déplacent rapidement, le Maroc a franchi une étape importante. La maintenir voire la consolider dépendra moins des applaudissements qu'une mise en œuvre rigoureuse des réformes, des politiques publiques audacieuses et d'une gouvernance économique proactive, à l'écoute des aspirations de la nouvelle génération.



POURQUOI LE MAROC RESTE À LA TRAÎNE DU FINANCEMENT DES START-UP EN AFRIQUE

L'image est brutale parce qu'elle est simple. Elle montre une Afrique des start-up à deux vitesses en 2025. D'un côté, un quatuor qui rafle l'essentiel des financements. De l'autre, une longue traîne de pays qui peinent à dépasser le stade des promesses. Et au milieu, le Maroc, coincé dans un entre-deux frustrant.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2025, le Kenya capte à lui seul 32 % des financements levés par les start-up africaines, pour un total de 984 millions de dollars. L'Égypte suit avec 20 % (614 millions), l'Afrique du Sud 19 % (599 millions) et le Nigeria 11 % (343 millions). À eux quatre, ces pays concentrent l'essentiel du capital-risque du continent. Le Maroc, lui, plafonne à 58 millions de dollars, au même niveau que le Ghana, derrière le Sénégal (157 millions) et à peine au-dessus de la Tunisie. Le contraste est saisissant pour un pays qui se rêve hub régional.

La première explication est structurelle. Le capital-risque n'est pas qu'une affaire de talent ou d'idées. C'est avant tout un écosystème. Au Kenya ou au Nigeria, les fonds locaux sont nombreux, actifs, agressifs même. Ils prennent des risques, accompagnent les start-up sur plusieurs tours de table et attirent ensuite des investisseurs internationaux rassurés par cet ancrage local. Au Maroc, les fonds existent, mais ils restent rares, prudents, souvent institutionnels, avec une logique plus proche du private equity classique que du venture capital. Résultat : peu de tickets seed, peu de séries A, et un "trou d'air" fatal entre l'idée et la croissance.

Deuxième facteur, plus politique qu'économique : la tolérance au risque. Dans les pays leaders, l'échec entrepreneurial est intégré comme un coût normal de l'innovation. Un fondateur qui échoue peut lever à nouveau. Au Maroc, l'échec colle à la peau. Il ferme des portes bancaires, sociales, parfois même familiales. Cette culture de la prudence excessive freine l'audace, tant chez les entrepreneurs que chez les investisseurs.

Troisième élément clé : la profondeur du marché. Le Nigeria et l'Égypte offrent des marchés domestiques massifs. Le Kenya s'est imposé comme porte d'entrée de l'Afrique de l'Est. L'Afrique du Sud dispose d'un tissu corporate dense et d'un marché financier mature.

Il faut aussi parler de la commande publique et des grands groupes. Au Kenya ou en Égypte, l'État et les corporates achètent de l'innovation. Ils testent, expérimentent, signent des contrats avec des start-up. Au Maroc, le discours est favorable à l'innovation, mais les procédures restent lourdes, les appels d'offres rigides, et la préférence va souvent aux acteurs installés. Sans clients solides, une start-up reste un concept, pas une entreprise investissable.

Enfin, il y a un problème de narration. Le Kenya a "vendu" Nairobi comme la Silicon Savannah. L'Égypte a construit un récit de renaissance tech post-crise. Le Nigeria incarne l'hypercroissance africaine. Le Maroc, lui, hésite entre plusieurs identités : hub africain, porte de l'Europe, champion francophone, futur pôle IA... Cette dispersion brouille le message auprès des investisseurs internationaux, qui cherchent des paris clairs, lisibles, assumés.

La question n'est donc pas de savoir si le Maroc a des talents. Il en a. Ni s'il a des infrastructures. Il en a aussi. La vraie question est plus inconfortable : a-t-il accepté de jouer vraiment le jeu du risque, de la vitesse et de la sélection naturelle propres à l'économie des start-up ? Tant que l'écosystème restera administré, prudent et fragmenté, le pays restera coincé dans cette zone grise des 50 ou 60 millions de dollars levés par an.

L'image de 2025 n'est pas une condamnation définitive. C'est un signal d'alarme. Elle dit une chose simple : en Afrique, l'innovation ne se finance pas par les discours, mais par des paris clairs, répétés, parfois perdants. Le Maroc peut encore changer de catégorie. Mais il devra, pour cela, accepter de perdre un peu de contrôle pour gagner en impact.



LEVÉES DE FONDS DES STARTUPS : LE MAROC FACE AU LARGE OCÉAN DES INVESTISSEMENTS EN MENA

Au dernier mois de l'année 2025, le panorama des levées de fonds en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (MENA) a dressé un constat sans fard : l'écosystème marocain, malgré quelques signaux positifs, demeure modeste et largement marginalisé sur l'échiquier régional. En décembre, les startups marocaines n'ont levé que 2 millions de dollars à travers deux opérations – un chiffre qui, malgré une progression de 100 % comparé à novembre, reste très loin des 12 millions annoncés en octobre dans le Royaume et bien en deçà des principales économies de la région.

Sur l'ensemble de la zone MENA, 44 startups ont levé 171,5 millions de dollars en décembre, ce qui illustre un ralentissement généralisé de l'activité des investisseurs, marqué par la clôture de l'année et une prudence marquée suite à des incertitudes macroéconomiques persistantes.

Ce chiffre global représente une contraction significative par rapport aux mois précédents. Il est en baisse de 24 % par rapport à novembre et de 38 % sur un an, confirmant que le capital-risque dans la région est entré dans une phase de consolidation plutôt que d'expansion frénétique.

Pour le Maroc, ce bilan est révélateur de déséquilibres structurels. En décembre, le Royaume ne représentait qu'environ 1,2 % des levées de fonds en MENA, une proportion dérisoire face à des hubs comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis, qui accaparent l'essentiel des flux d'investissement.

Ce chiffre réduit masque une réalité plus large : même si des succès isolés existent comme Chari qui avait levé 12 millions de dollars en octobre lors d'une série A record au Maroc, ces coups d'éclat ne suffisent pas encore à inverser la tendance générale d'un marché où le capital reste concentré dans quelques pôles dominants.

Sur le plan sectoriel, décembre a confirmé certaines orientations marquantes : la cybersécurité s'est imposée comme la verticale la plus financée, avec 63,4 millions de dollars injectés dans quatre startups. Les acteurs SaaS ont suivi avec près de 47,9 millions, tandis que la deeptech a attiré environ 23 millions de dollars. À l'inverse, la fintech, jadis locomotive de l'innovation en MENA, a vu ses levées chuter à seulement 3,9 millions, reléguant ce secteur en queue de peloton.

Le focus des investisseurs sur des modèles B2B – réputés pour leur visibilité sur les revenus et leur récurrence commerciale – s'est confirmé, avec quelque 154,7 millions de dollars dédiés à ces entreprises, contre à peine 6,3 millions attribués aux modèles orientés B2C.



Une autre dimension de ce paysage est l'inégalité de genre persistante. Les startups fondées par des femmes n'ont levé que 116 000 dollars en décembre, via seulement deux opérations, tandis que les équipes mixtes ont capté 5 millions de dollars. Ce déséquilibre révèle que, malgré le discours d'inclusion, les progrès concrets restent insuffisants.

Pour situer ces performances dans un contexte plus large, il faut rappeler que, sur l'ensemble de 2024, les startups marocaines avaient levé près de 95 millions de dollars, un record historique mais qui, comme le soulignait récemment une analyse, reflète surtout la fragilité d'un tissu entrepreneurial encore trop dépendant de quelques succès isolés.

Autre signe encourageant toutefois : des initiatives récentes visent à renforcer le développement du capital-risque au Maroc. Par exemple, un fonds catalytique de 269 millions de dollars a été lancé pour soutenir les VC et accélérer la croissance des startups locales, démontrant une volonté publique et privée de corriger les déséquilibres structurels.

À l'heure où 2026 s'ouvre, l'écosystème marocain reste donc à un carrefour décisif : entre la nécessité d'attirer davantage de capitaux internationaux, d'encourager les financements locaux et de promouvoir une plus grande inclusion, le Royaume dispose de leviers pour passer à une dimension supérieure. Reste à transformer ces potentialités en dynamiques durables, capables de placer le Maroc en tête des acteurs africains innovants, et non plus en spectateur résigné d'un marché régional en pleine mutation.

ADENIA ENTREPRENEURIAL FUND 1 : UN FONDS DE 150 À 180 MILLIONS DE DOLLARS POUR PROPULSER LES PME AFRICAINES, AVEC LE MAROC EN LIGNE DE MIRE

Dans un contexte où les PME africaines peinent encore à accéder au financement nécessaire pour croître, un nouveau fonds d'investissement, Adenia Entrepreneurial Fund 1 (AEFI), se positionne comme un catalyseur de changement. Soutenu par des institutions de développement internationales prestigieuses, ce véhicule paneuropéen-africain vise à mobiliser jusqu'à 180 millions \$ pour accompagner une dizaine d'entreprises à fort potentiel sur tout le continent, Maroc inclus. Avec des impacts socio-économiques ambitieux en matière d'emplois, de recettes fiscales et d'intégration régionale, cet outil pourrait redessiner une partie de l'écosystème entrepreneurial africain.

L'Afrique regorge d'entreprises dynamiques, mais nombreuses restent freinées par le manque de capital de croissance. C'est précisément à ce segment les petites et moyennes entreprises que s'attaque Adenia Entrepreneurial Fund 1, un véhicule d'investissement géré par Adenia Partners, plateforme panafricaine de private equity fondée en 2002 et bien implantée sur le continent depuis plus de vingt ans.

La valeur ajoutée de ce fonds est double : apporter des capitaux importants là où ils font défaut, tout en pilotant directement les stratégies de croissance des entreprises cibles. Concrètement, AEFI ambitionne de lever entre 150 et 180 millions de dollars pour investir dans 10 à 12 PME africaines, avec des tickets compris entre 10 et 20 millions \$ par entreprise.

Ce qui distingue AEFI, c'est sa préférence pour des participations majoritaires. Cela signifie que le fonds ne se contente pas d'être un simple investisseur financier : il veut s'impliquer dans la gouvernance, améliorer les pratiques de gestion et accompagner les entreprises dans leurs stratégies d'expansion. Une démarche qui casse avec la logique de financement traditionnel souvent trop passif.

Un soutien institutionnel robuste

Le premier tour de table d'AEFI donne le ton : la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé en novembre 2025 une contribution de 15 millions \$, validée par son conseil d'administration à Abidjan, qui marque une étape concrète du déploiement du fonds.



La Banque européenne d'investissement (BEI) est, de son côté, engagée à hauteur d'environ 38 millions \$, apportant non seulement des capitaux mais aussi une crédibilité internationale accrue.

Quant à la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, elle prépare un investissement direct de 30 millions \$, accompagné d'une enveloppe de 20 millions \$ de co-investissement, qui sera soumis à l'approbation de son conseil en février 2026.

Ce soutien de poids devrait rassurer d'autres investisseurs internationaux, souvent hésitants à s'aventurer dans l'univers du capital-investissement africain en raison des risques perçus.

Impact socio-économique : un pari mesuré mais significatif

Au-delà des chiffres, les projections de la BAD donnent de la matière à débat et à espoir. Selon les estimations officielles, le fonds pourrait générer 55,5 millions \$ de recettes fiscales pour les gouvernements africains sur la durée de vie d'AEFI, un bénéfice indirect mais essentiel pour les budgets nationaux.

Du point de vue de l'emploi, près de 1 810 emplois locaux à plein temps devraient être créés, parmi lesquels 45 % pour les femmes et 55 % pour les jeunes une donnée particulièrement pertinente pour le Maroc, où le taux de chômage des jeunes reste une préoccupation majeure.

Dans une anecdote révélatrice, plusieurs dirigeants de PME rencontrés à Casablanca lors d'un forum entrepreneurial ont témoigné des difficultés à trouver des financements structurants. Un chef d'entreprise dans le secteur des énergies renouvelables confiait récemment : « On a des idées, une demande locale forte, mais sans capital patient, difficile de penser à l'échelle régionale. » Si AEFI parvient à transformer la promesse en réalité, ce témoignage ne restera pas isolé.



Le Maroc, point d'ancrage africain

Le Royaume ne figure pas uniquement comme une mention géographique. Adenia y est présente depuis 2021, notamment après l'acquisition en partenariat avec Proparco d'Overseas Catering Services (OCS), acteur dans la restauration d'entreprise.

Dans la vision d'Adenia, le Maroc représente une plate-forme stratégique vers les marchés africains francophones et au-delà. Cela se lit dans la diversité des bureaux régionaux de la société, qui couvre aussi l'Afrique de l'Est, du Sud et de l'Ouest.

Une stratégie inclusive mais pas sans défis

Le discours officiel, relayé par la BAD et la BEI, met souvent l'accent sur l'intégration régionale et la croissance inclusive. En investissant dans des entreprises qui opèrent à l'échelle régionale, AEFI cherche à favoriser des champions africains capables de franchir les frontières.

Pour autant, certains acteurs restent prudents. Attirer des capitaux privés additionnels jusqu'à atteindre la cible de 180 millions \$ n'est pas une mince affaire dans un marché encore émergent. Les risques de change, la maturité variable des marchés et la concurrence d'autres classes d'actifs sont autant de défis à relever.

Alors que les institutions financières internationales mettent l'accent sur l'impact social et économique, Adenia Entrepreneurial Fund 1 pourrait bien représenter un tournant pour les PME africaines et par ricochet, pour l'écosystème entrepreneurial marocain. En catalysant capitaux, expertise et ambitions régionales, ce fonds illustre une nouvelle forme de coopération économique, durable et inclusive. Reste à voir si les promesses élevées se traduiront, sur le terrain, en une croissance réelle et partagée à travers tout le continent.

REPARTRUST LÈVE 7,5 MILLIONS DE DIRHAMS POUR DIGITALISER ET STRUCTURER LA RÉPARATION AUTOMOBILE APRÈS SINISTRE AU MAROC

ECO BUSINESS

Au moment où la mutation digitale s'impose dans tous les secteurs de l'économie, une jeune poussée née au Maroc, ReparTrust, se fraie un chemin dans un marché traditionnellement fragmenté : la réparation automobile après sinistre. Avec une levée de fonds de 7,5 millions de dirhams auprès d'investisseurs privés et business angels, cette plateforme ambitionne de transformer l'organisation, la transparence et l'efficacité d'un segment crucial mais encore sous-digitalisé de l'industrie automobile.

L'histoire commence souvent autour d'un choc, d'une carrosserie froissée, d'un conducteur qui, en attendant, voit son quotidien et ses dépenses s'emballer. C'est précisément cette frustration bien connue des automobilistes – lenteur des réparations, manque de visibilité, coûts opaques – que ReparTrust s'efforce d'adresser. Au cœur de Casablanca, dans les locaux où l'équipe façonne une solution technologique ambitieuse, on sent que l'innovation n'est pas seulement un concept, mais une nécessité pour un secteur peu outillé.

La plateforme digitale mise en place par Mehdi Benslim, fondateur déjà derrière plusieurs projets tech au Maroc, ne se contente pas d'un simple tableau de bord. Elle propose un pilotage complet des réparations automobiles après sinistre, de la pré-inspection jusqu'à la livraison finale, avec un suivi en temps réel, une communication automatisée avec le propriétaire du véhicule et une centralisation des données opérationnelles pour les donneurs d'ordre comme les assureurs, loueurs ou gestionnaires de flottes.

Ce qui distingue ReparTrust, c'est son socle technologique enrichi par de l'intelligence artificielle. Les pré-inspections sont assistées par des algorithmes qui analysent les dommages à partir de photos ou de vidéos, accélérant ainsi la prise de décision et réduisant les marges d'erreur.

Cette digitalisation s'inscrit dans un mouvement global : selon des données de marché, le secteur mondial des logiciels de réparation automobile est en forte expansion, porté par une adoption accrue des solutions cloud et de l'IA, et devrait atteindre des dizaines de milliards de dollars dans les prochaines années.



Mais l'innovation ne s'arrête pas là. ReparTrust est nativement connectée à Piyes.com, une centrale digitale marocaine de sourcing de pièces automobiles, offrant aux réparateurs un accès intégré à des pièces aftermarket, de réemploi ou reconditionnées, avec une évaluation des coûts, des délais et de l'impact environnemental. Ce modèle s'aligne sur une tendance mondiale croissante vers la durabilité dans l'après-vente automobile, où économiser sur les pièces sans sacrifier la qualité devient un avantage compétitif.

Sur le terrain, un système de notation baptisé ReparTrust Scoring évalue les garages selon des critères clés : délais d'exécution, qualité, satisfaction client et usage approprié des pièces. Objectif : offrir une réseau structuré de réparateurs fiables, une ressource précieuse pour les grandes entreprises et assureurs souvent confrontés à la dispersion et à l'hétérogénéité des prestataires.

Le contexte marocain n'est pas sans défis. Le marché national des pièces de rechange automobiles pèse quelque 20 milliards de dirhams, avec un parc de près de 5 millions de véhicules, dont une large majorité sont des véhicules légers. Structurer ce marché fragmenté, améliorer la formation des techniciens et intégrer les technologies naissantes restent des enjeux majeurs pour toute offre innovante.



L'enjeu de cette levée de fonds de 7,5 millions de dirhams est précisément de renforcer les équipes techniques (produit et data), d'accélérer l'intégration des garages partenaires, de consolider le réseau évalué et de lancer des projets pilotes au Moyen-Orient, une région voisine au potentiel significatif. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie d'expansion réfléchie, avec une nouvelle levée en phase seed déjà en préparation.

L'expérience client, l'efficacité opérationnelle et une meilleure gouvernance des réparations après sinistre sont au cœur de ce que promet ReparTrust. Et si cette aventure entrepreneuriale marocaine parvient à inspirer d'autres secteurs traditionnellement analogiques, elle pourrait bien servir de modèle pour une digitalisation pragmatique, durable et profondément ancrée dans le tissu économique national et régional.

En un mot, ReparTrust incarne une révolution tranquille mais profonde, prête à transformer un marché au long cours resté trop longtemps dans l'ombre. Pour un Maroc qui aspire à conjuguer innovation, création de valeur et inclusion économique, ce type d'initiative est bien plus qu'une simple levée de fonds : c'est un signal fort vers l'avenir.

GIZ MAROC ET L'OMTPME SCELLENT UN PARTENARIAT AU SERVICE DES TPE

La GIZ Maroc et l'OMTPME annoncent un partenariat destiné à renforcer les compétences des très petites entreprises. Dans un pays où l'immense majorité du tissu économique repose sur des structures de petite taille, l'enjeu est de transformer la formation et l'accompagnement en gains réels de productivité, de revenus et de résilience.

Former les dirigeants, pas seulement les employés

Les très petites entreprises sont souvent décrites comme la colonne vertébrale de l'économie marocaine. Elles créent de l'emploi, irriguent les territoires et portent une grande partie des activités de services, d'artisanat, de commerce et de sous-traitance. Mais elles restent aussi les plus exposées : marges faibles, accès limité au financement, maîtrise inégale des outils numériques, et difficultés à formaliser des procédures de gestion. C'est précisément sur ces fragilités que vient se greffer l'annonce d'un partenariat entre la GIZ Maroc et l'OMTPME, pensé pour renforcer les compétences, accélérer l'accompagnement et soutenir l'inclusion économique.

Dans les programmes de coopération, la formation est souvent le mot le plus répété, mais aussi le plus mal compris. Pour une TPE, "se former" ne signifie pas multiplier les séminaires. Cela veut dire apprendre à chiffrer un coût, piloter une trésorerie, négocier un contrat, fidéliser une clientèle, sécuriser des paiements, gérer un stock et intégrer des outils simples : facturation, présence en ligne, gestion relation client, et parfois vente sur des places de marché. L'efficacité dépend donc de la proximité, du suivi et de l'adaptation sectorielle.



Le volet digital est un accélérateur évident. La digitalisation réduit les coûts, améliore la visibilité et peut ouvrir l'accès à de nouveaux clients, notamment lorsque le tourisme, l'export ou la commande institutionnelle sont en jeu. Mais elle peut aussi creuser un écart entre entreprises connectées et celles qui ne le sont pas. Un partenariat bien conçu doit donc coupler formation et accompagnement, avec des solutions réalistes : outils abordables, contenus en langue accessible, coaching court et mesurable.

L'inclusion économique est l'autre promesse, notamment pour les jeunes, les femmes entrepreneures et les territoires moins servis. Dans la pratique, le succès se mesurera à des indicateurs concrets : entreprises accompagnées, chiffre d'affaires stabilisé, formalisation progressive, accès à des marchés, et capacité à maintenir l'activité en période de choc.

Ce type d'alliance entre une agence de coopération technique et un acteur institutionnel national peut produire un effet de levier, à condition d'éviter le piège du "projet vitrine". Les TPE n'attendent pas des slogans : elles attendent du temps gagné, des ventes supplémentaires et une gestion moins risquée. C'est là que se jouera la crédibilité du partenariat.

By Ladj



QUAND L'INFO PREND DU SENS

DÉBATS

www.pressplus.ma

كتاب المأذق

LOI 14.25 ET TAXES LOCALES : LA PAROLE DE BENSOUDA DESERRE LA TENSION SOCIALE AU SEIN DE LA TGR

Pour la première fois depuis le début des remous autour de l'application de la loi n° 14.25 sur les taxes locales, le Trésorier général du Royaume, Noureddine Bensouda, a pris la parole. Dans un climat tendu où les perceptions de la Trésorerie générale du Royaume (TGR) étaient au bord d'un mouvement social, cette déclaration, saluée par la Confédération démocratique du travail (CDT), tente de dissiper un brouillard d'incertitudes qui a pesé lourd sur les agents publics concernés.

TAXES



Il y a quelques semaines encore, nombreux étaient les fonctionnaires des perceptions à se demander quelle serait leur place dans le nouveau paysage fiscal que dessinait la loi 14.25 une réforme lourde de conséquences pour le recouvrement des taxes locales et qui touche directement le tissu financier des collectivités territoriales marocaines.

Dans un contexte social marqué par la nervosité et les interrogations, la direction de la Trésorerie générale du Royaume a finalement brisé le silence. Au siège de la TGR, Noureddine Bensouda a tenu à lever les zones d'ombre entourant l'application de la réforme. Devant des représentants du Syndicat national des finances, affilié à la CDT, il a affirmé sans ambiguïté que celle-ci ne remet nullement en cause les droits acquis des fonctionnaires des perceptions, ni leur stabilité professionnelle et sociale, alors même que certaines voix syndicales faisaient état d'un climat inédit de « crainte et d'incertitude » au sein des services.

Selon plusieurs participants à la réunion, le patron de la TGR a rappelé que la loi 14.25, promulguée en juin 2025 et publiée au Bulletin officiel n° 7412, vise notamment à moderniser la fiscalité locale en redéfinissant les modes de collecte tout en créant de nouvelles perceptions territoriales, sans pour autant supprimer celles dépendant de la TGR.

Sur le terrain, cette réforme n'est pas une abstraction. Elle touche la taxe d'habitation, la taxe de services communaux et celle sur les terrains non bâties, désormais gérées par de nouveaux acteurs comme la Direction Générale des Impôts (DGI) en lieu et place de la TGR, une évolution déjà en vigueur depuis juin 2025.

Lire aussi: [Loi 14-25 sur les taxes locales : la mise en œuvre sous tension, la dignité des agents au cœur de la controverse](#)

Dans un climat social particulièrement tendu, où certaines perceptions avaient même vu leurs activités presque paralysées à cause du flou organisationnel, cette prise de parole était attendue comme un signal fort. Bensouda a insisté sur le fait que les missions historiques de la TGR recouvrement, comptabilité, contrôle et financement du budget général de l'État restent inchangées. Il a balayé d'un revers les inquiétudes d'un « dessaisissement progressif » de la trésorerie, souvent au cœur des débats informels entre agents.

Pour les syndicats, cette transparence nouvelle après des semaines d'absence de communication claire représente une avancée significative. La CDT a rapidement salué la démarche, qualifiant l'ouverture au dialogue de « démarche constructive ». Sur cette base, elle a d'ailleurs décidé de suspendre la manifestation nationale prévue le 15 janvier 2026 devant le ministère de l'Économie et des Finances, tout en appelant toutefois à une vigilance accrue quant aux prochaines étapes de mise en œuvre de la loi.

Mais au-delà du soulagement passager, des questions persistent. Dans les couloirs des perceptions, certains agents s'interrogent encore sur leur avenir professionnel, la continuité de leur carrière et la répartition des tâches entre TGR, DGI et nouvelles perceptions locales autant de points qui devront être clarifiés lors du prochain round de discussions avec la ministre de l'Économie et des Finances.

En toile de fond de cet apaisement fragile, se dessine une réalité plus large : celle d'un Maroc engagé dans une modernisation profonde de sa fiscalité locale, visant à renforcer la décentralisation, à améliorer l'efficacité du recouvrement et à garantir l'équité territoriale. Un chantier qui, s'il est mené avec rigueur et dialogue social, pourrait dessiner une nouvelle ère de gouvernance fiscale territoriale plus inclusive et durable pour les citoyens comme pour l'administration.

Au moment où ces lignes sont écrites, l'orage social s'est pour l'instant dissipé, mais la réforme 14.25 reste sous haute surveillance. Pour les fonctionnaires de la TGR, comme pour les observateurs économiques, le véritable test de cette transformation sera dans sa mise en œuvre concrète loin des discours institutionnels, au cœur des perceptions et des services où se joue, chaque jour, la confiance entre l'État et ses agents.



MAROC 2026-2028 : QUAND CHÔMAGE, INFLATION ET FRACTURES SOCIALES REDÉFINISSENT LES RISQUES ÉCONOMIQUES

À la lecture du **Global Risks Report 2026** du Forum économique mondial, difficile de ne pas y voir un reflet familier des inquiétudes qui traversent aujourd’hui la société marocaine. Derrière les graphiques et les classements, ce sont des réalités bien concrètes qui ressortent : le chômage qui s’installe, le pouvoir d’achat sous pression, des services publics jugés inégaux. Dans un monde secoué par les tensions géoéconomiques, le Maroc aborde la période 2026-2028 avec des fragilités internes qui parlent directement au quotidien des citoyens et interrogent, sans détour, la solidité de notre contrat social.

En creux de ce rapport, une constante : l’erosion de la confiance dans les mécanismes multilatéraux et la montée de pressions économiques et sociétales qui redessinent les priorités des décideurs. Voici pourquoi ces risques doivent retenir l’attention des citoyens et des responsables politiques, à l’heure où les prochaines trajectoires de croissance du Royaume se jouent à l’intersection des défis internes et des chocs externes.

Le Global Risks Report 2026, publié le 14 janvier par le WEF, se base sur les réponses de plus de 1 300 experts et dirigeants d’entreprise à travers le monde. À l’échelle planétaire, près de la moitié des répondants anticipent une période “turbulente” ou “orageuse” pour les deux prochaines années. Ce climat d’incertitude mondiale se reflète localement dans le top des risques nationaux marocains, traçant un tableau qui dépasse la simple lecture des chiffres : il s’agit d’un miroir des fragilités structurelles de l’économie marocaine.

Dans ce contexte global de rivalités géoéconomiques croissantes – où les outils économiques deviennent des armes au service d’intérêts nationaux – les chefs d’entreprise marocains ont classé le chômage et le manque d’opportunités comme le risque principal pour le Maroc d’ici 2028. Ce n’est pas simplement un terme statistique : c’est une inquiétude palpable au cœur des marchés, des familles et des ambitions des jeunes générations qui peinent à trouver leur place dans une économie en transformation.

Cette préoccupation renvoie à l’essence même des politiques économiques : comment générer une croissance inclusive qui absorbe une main-d’œuvre jeune et dynamique ? Dans un pays où près de 40 % des jeunes pourraient encore être en quête d’emploi qualifié,

l’alarme tirée par les dirigeants marocains doit être entendue comme un appel à repenser les moteurs de création d’emplois, de l’artisanat aux technologies émergentes, en passant par l’économie verte et les services innovants.

De fait, l’insuffisance des services publics et des protections sociales arrive en deuxième place, soulignant le lien étroit entre croissance économique et qualité des infrastructures publiques. Santé, éducation, accès aux pensions et aux infrastructures essentielles ne sont plus des luxes : ils sont au centre du débat sur la soutenabilité du contrat social marocain. Trop souvent, les Marocains ressentent des disparités selon les régions ou les groupes sociaux, renforçant un sentiment d’exclusion qui mine la confiance dans les institutions.

Ce tableau se complique encore avec l’inflation, classée comme troisième risque national. La hausse des prix, même modérée, affecte directement le pouvoir d’achat des ménages. Dans le sillage de la pandémie puis des perturbations des chaînes d’approvisionnement mondiales, beaucoup de familles marocaines ont vu leur budget quotidien se tendre, rendant plus difficiles les dépenses courantes. Cette pression sur le coût de la vie n’est pas isolée : elle s’articule avec d’autres défis économiques mondiaux, comme le ralentissement de la croissance mondiale annoncé pour 2026 à environ 2,7 % – un chiffre qui, même s’il reste positif, illustre la fragilité du contexte macro-économique global.



D'autres risques nationaux importants incluent les pénuries de ressources naturelles, notamment l'eau et la nourriture . Le Maroc, exposé à des stress hydriques récurrents, sait que la gestion durable de l'eau n'est pas un débat abstrait mais une urgence quotidienne pour l'agriculture, l'industrie et les populations rurales. L'augmentation de la population urbaine et les pressions climatiques rendent cette question centrale pour la résilience économique du pays.

Dernier élément du top 5 : l'inégalité de richesse et de revenus, qui confère une dimension sociale profonde aux risques économiques . La fracture entre les zones urbaines et rurales, entre les secteurs formels et informels, entre les jeunes diplômés et les travailleurs peu qualifiés, exacerbe les tensions au sein de la société marocaine. Cette configuration alimente la polarisation sociale, phénomène observé aussi à l'échelle globale .

On pourrait être tenté de reléguer au second plan les risques environnementaux, car ils ne figurent pas dans le top cinq des préoccupations marocaines immédiates . Pourtant, à l'horizon de dix ans, ces risques reviennent en force . Inondations, sécheresses extrêmes ou pertes de biodiversité ne sont pas des spectres lointains mais des réalités qui peuvent fragiliser durablement les économies émergentes comme celle du Maroc.

Le message du Global Risks Report est clair : la résilience du Maroc dépend moins des tendances mondiales que de sa capacité à traiter ses fragilités internes. Stimuler l'emploi, renforcer les services publics, lutter contre les inégalités et gérer durablement les ressources naturelles sont des chantiers urgents et interconnectés. Dans un monde où la coopération internationale vacille, ces réponses doivent être aussi locales qu'innovantes.

Ce constat ne doit pas être perçu comme un fatalisme mais comme une alerte constructive. Le Maroc a l'opportunité de transformer ces risques en leviers de réforme et d'innovation. Pour les acteurs économiques, les décideurs publics et les citoyens – et en particulier pour la jeune génération – l'heure est à l'action collective. S'attaquer de front au chômage, à l'inégalité et à la cohésion sociale, tout en intégrant les défis environnementaux à long terme, pourrait bien être la clé d'une trajectoire plus résiliente et inclusive pour 2026-2028 et au-delà.

QUAND LA CGEM ET ENABEL RÉINVENTENT L'INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES AU MAROC : UNE RÉPONSE STRATÉGIQUE À LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI

Dans un Maroc marqué par un chômage persistant des jeunes, une précarité d'emploi féminine alarmante et un secteur informel qui échappe à toute formalisation, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et l'Agence belge de coopération Enabel lancent une initiative ambitieuse pour transformer les fédérations sectorielles et les structures régionales en leviers d'insertion socio-économique. Ce programme s'inscrit dans le cadre du partenariat Maroc-Belgique 2024-2029 et a pour ambition de professionnaliser l'écosystème institutionnel au bénéfice des territoires et des populations vulnérables.

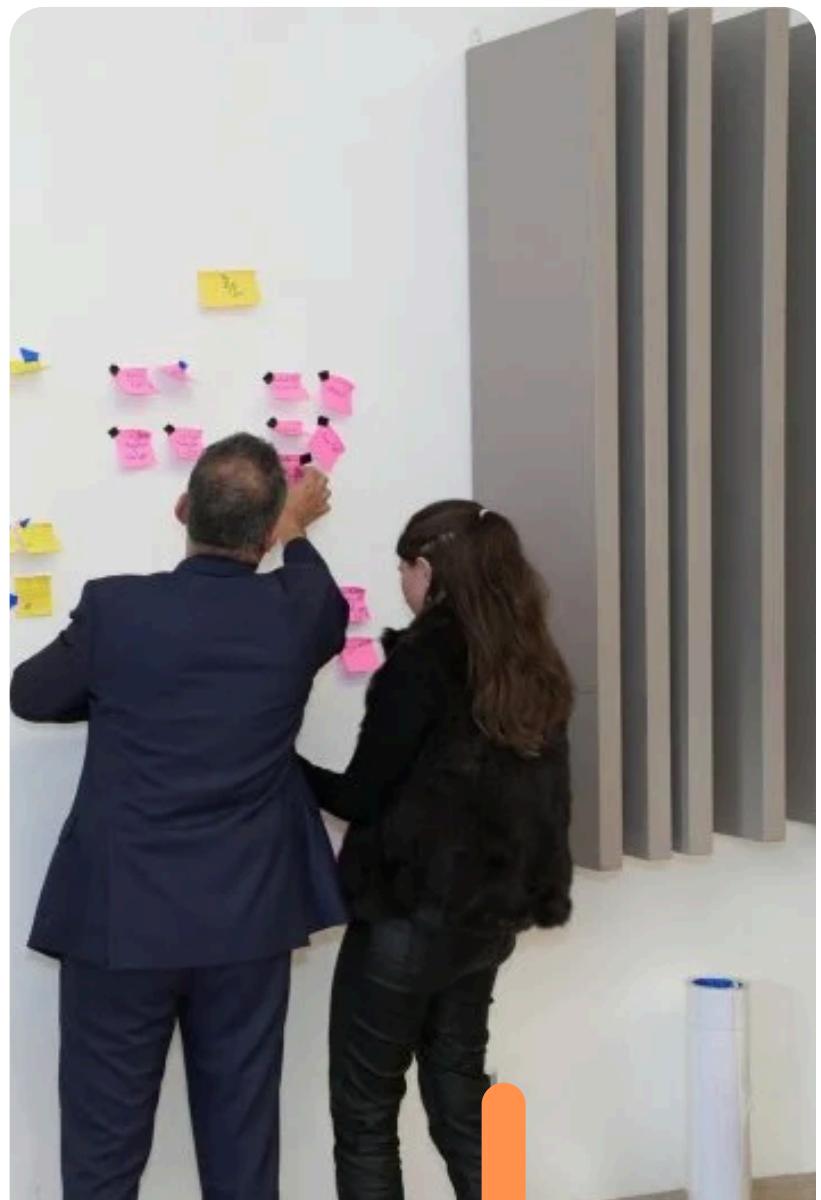
Depuis Rabat à Casablanca, en passant par l'Oriental et le Haut Atlas, les défis restent inchangés : l'économie nationale doit créer des emplois décents pour des milliers de jeunes diplômés sans perspectives, tout en intégrant davantage de femmes dans le marché du travail formel. Les derniers chiffres disponibles confirment que l'emploi des jeunes et des femmes demeure structurellement fragile, avec des disparités régionales importantes. Dans ce contexte, la CGEM et Enabel dévoilent un programme structurant qui vise précisément à s'attaquer à ces lacunes institutionnelles.

Lancé officiellement en janvier 2026, le projet cible 9 fédérations sectorielles internes de la CGEM ainsi que 4 CGEM Régions, avec des interventions prévues dans les zones Centrale, Orientale et du Haut Atlas. L'objectif : renforcer leurs capacités organisationnelles, techniques et communicationnelles. Au cœur de cette stratégie se trouvent trois leviers d'action bien définis : un diagnostic approfondi des besoins en gouvernance et structuration, des formations-actions collectives adaptées et un coaching personnalisé pour assurer un ancrage durable des compétences.

Ce faisant, les fédérations déjà au centre de la structuration des filières économiques marocaines sont appelées à jouer un rôle amplifié dans la création d'opportunités pour les jeunes et les femmes.

Pour beaucoup d'entre elles pourtant, leurs actions restent aujourd'hui limitées par un manque de visibilité, une difficulté à mobiliser ressources et partenaires, et une gouvernance interne encore perfectible. Cette initiative espère lever ces obstacles et convertir ces organisations en plateformes dynamiques d'intégration socio-économique.

Dans une anecdote révélatrice, une entrepreneure de Fès nous confiait récemment combien l'absence de structures d'appui locales fortes avait freiné son accès aux marchés et aux financements. Son témoignage illustre un constat partagé par de nombreux jeunes porteurs de projets à travers le Royaume : sans accompagnement institutionnel solide, les talents locaux restent trop souvent sous-exploités.



Ce programme s'inscrit également dans la logique du nouveau cadre de coopération bilatérale Maroc-Belgique pour la période 2024-2029, qui met l'accent sur l'inclusion économique, la qualité du travail et la reconstruction sociale, en particulier dans les zones touchées par le séisme dévastateur du 8 septembre 2023.

Deux piliers structurent l'intervention : l'amélioration des compétences qu'elles soient professionnelles, entrepreneuriales ou transversales et la promotion de conditions de travail décentes, notamment à travers la formalisation progressive du secteur informel, le renforcement du dialogue social et l'accès à la protection sociale. En renforçant l'employabilité tout en améliorant les standards du travail, le projet veut s'attaquer simultanément à l'offre et à la demande d'un marché du travail trop souvent dysfonctionnel.

Ce partenariat stratégique entre la CGEM et Enabel intervient à un moment charnière de l'histoire économique du Maroc. Le pays aspire à transformer sa croissance en emplois durables et inclusifs, et ce programme peut devenir un capital institutionnel précieux dans cette transition sociale. Comme l'a souligné un expert en développement local, « la véritable innovation ne réside pas seulement dans les financements, mais dans la capacité à catalyser des réseaux d'acteurs mobilisés pour une stratégie collective ».

En fin de compte, au-delà de la gouvernance et des formations, ce projet se veut un pari : celui de faire des fédérations sectorielles et des CGEM Régions des hubs d'opportunités vivantes dans chaque territoire. Si cette vision parvient à s'ancrer durablement, c'est tout le paysage socio-économique marocain qui pourrait se transformer, avec des jeunes mieux insérés, des femmes mieux représentées et des territoires plus résilients face aux défis de demain.



CGEM
مقاولات المغرب
TECHNOLOGIES | INDUSTRIES
LES ENTREPRISES DU MAROC

INVESTISSEMENT DES MAROCAINS DU MONDE : RABAT MISE SUR UNE PLATEFORME DIGITALE STRATÉGIQUE

Dans les bureaux feutrés du ministère de l'Investissement, une petite révolution est en gestation. Rabat a officiellement lancé un appel d'offres international pour concevoir, développer puis mettre en service une plateforme digitale dédiée à l'investissement des Marocains résidant à l'étranger (MRE). Ce projet, annoncé en toute discrétion mais avec un objectif clair, vise à transformer la manière dont la diaspora contribue au développement économique du Royaume. L'enjeu dépasse largement la simple modernisation administrative : il s'agit de capter davantage le potentiel financier, humain et entrepreneurial d'une communauté forte de plusieurs millions de personnes.

Chaque année, les transferts de fonds envoyés au Maroc par les MRE constituent un pilier significatif des ressources en devises du pays. Selon les données de l'Office des Changes, ces remittances ont atteint un niveau record d'environ 119 milliards de dirhams en 2024, soit une hausse de plus de 3 % par rapport à l'année précédente, poursuivant une tendance ascendante qui s'inscrit depuis plusieurs années.

Au-delà de l'aspect purement monétaire, ces sommes jouent un rôle crucial dans le maintien des réserves de change, le soutien au pouvoir d'achat des ménages et la résilience de l'économie marocaine face aux chocs externes. Comme l'expliquent plusieurs économistes, la diaspora ne se contente pas d'envoyer de l'argent à ses proches : elle injecte chaque année un flux de devises essentiel pour équilibrer les comptes extérieurs du pays.

Pourtant, malgré ces chiffres impressionnants, seulement une fraction limitée de ces transferts est réellement orientée vers des investissements productifs. Les spécialistes estiment que moins de 10 % des fonds transférés par les MRE se traduisent en projets économiques durables sur le sol national ; le reste alimente l'épargne ou la consommation.



Ce constat, partagé par des acteurs de l'écosystème économique marocain, met en lumière un paradoxe : alors que la diaspora aspire à participer au développement de son pays, elle se heurte encore à des obstacles pratiques, structurels et administratifs.

C'est précisément ce que vient adresser la nouvelle plateforme digitale un guichet unique qui promet de simplifier les démarches, d'offrir des outils de suivi de projets, et de faciliter l'accompagnement des investisseurs MRE tout au long de leur parcours.

Sur le terrain, certains jeunes entrepreneurs de la diaspora se disent impatients de voir cet outil naître. « La technologie, c'est ce qui nous relie aujourd'hui au Maroc, que ce soit pour envoyer de l'argent, acheter un terrain ou lancer une start-up. Cette plateforme pourrait enfin faire sauter les derniers verrous bureaucratiques », confie un ingénieur marocain installé en Europe qui désire investir dans l'agri-tech au Maroc.

Le défi reste majeur : comment transformer ces transferts massifs en croissance inclusive et créatrice d'emplois ? La réponse passera par une coordination étroite entre le gouvernement, les institutions financières et les acteurs de la diaspora, afin de créer un environnement propice à l'investissement à forte valeur ajoutée.

En attendant, le Maroc s'apprête à franchir une nouvelle étape dans sa stratégie de digitalisation de l'économie et d'intégration de sa diaspora dans les grands chantiers nationaux une dynamique ambitieuse qui pourrait redessiner les contours de l'investissement extérieur dans les années à venir.

Si les chiffres racontent déjà une histoire de réussite, c'est dans l'usage que le Maroc saura faire de cette manne via l'innovation digitale, des incitations ciblées et un climat d'affaires propice que se jouera l'avenir d'un lien entre le Royaume et sa diaspora, essentiel à une croissance durable et solidaire.



MARCHÉS PUBLICS AU MAROC : L'ENREGISTREMENT OBLIGATOIRE ET LE DROIT DE 0,1 % REDESSINENT LA TRANSPARENCE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Discrète dans sa forme, mais structurante dans ses effets, l'obligation d'enregistrer tous les marchés publics depuis le 1^{er} janvier 2026 marque un tournant dans la gestion de la commande publique au Maroc. Derrière le droit de 0,1 % instauré par la loi de finances, l'État se dote surtout d'un levier de transparence et de suivi économique inédit, au moment où l'investissement public atteint des niveaux historiques.

Cette mesure, codifiée notamment aux articles 127-I-B-6 et 128-I-A du Code général des impôts, n'est pas une option : elle s'applique à tous les marchés publics qu'ils concernent des travaux, des fournitures ou des prestations de services, et ce, quel que soit l'acheteur public État, collectivités territoriales, établissements publics ou leurs filiales. L'enregistrement doit être effectué dans les 30 jours suivant la signature du contrat, à la charge de l'entreprise titulaire.

Un petit taux pour un grand enjeu

Sur le papier, un droit de 0,1 % peut sembler dérisoire, surtout face au formidable volume d'investissements publics contenus dans le budget 2026. Le gouvernement prévoit de mobiliser un total de 380 milliards de dirhams pour l'investissement public cette année, un record qui illustre l'ambition du Maroc de stimuler la croissance, renforcer les infrastructures et soutenir les services sociaux.

Dans ce contexte, le produit attendu de la nouvelle obligation d'enregistrement est estimé à environ 380 millions de dirhams pour 2026. Cela ne représente qu'un modeste 0,1 % du total des dépenses d'investissement, une somme qui pourrait paraître presque symbolique face à l'ampleur du chantier budgétaire.

Mais en réalité, ce n'est pas la recette qui est ici au centre du débat. L'objectif, selon les décideurs et plusieurs fiscalistes consultés, est plutôt d'améliorer la traçabilité des flux financiers et d'offrir à l'administration fiscale des données fiables et structurées sur l'activité réelle des entreprises qui collaborent avec le secteur public.

Modernisation et transparence en filigrane

Un expert-comptable, cité par la presse économique nationale, résume bien ce qui est en jeu : cette formalité va permettre de mieux recouper les chiffres d'affaires déclarés avec les montants effectivement engagés dans les marchés publics, sans recourir uniquement aux traditionnels contrôles sur le terrain.



J'ai discuté récemment avec un dirigeant de PME basé à Casablanca, actif dans les travaux publics. « Sur le principe, ce n'est pas la charge financière qui nous préoccupe, mais l'exigence d'une transparence accrue », m'a-t-il confié. « On sent que l'administration cherche à voir ce qui se passe réellement dans l'économie, y compris au niveau des grandes entreprises ».

Car pour certaines grandes sociétés celles qui remportent des contrats liés aux routes, aux autoroutes, aux stades ou aux ports, le droit de 0,1 % peut atteindre des dizaines de millions de dirhams. Cela devient une variable non négligeable dans leur comptabilité, surtout si l'on considère combien ces marchés pèsent dans leur chiffre d'affaires global.

Le Maroc face au défi de la bonne gouvernance

Cette réforme s'inscrit dans une logique plus large de modernisation de la gouvernance publique. Le Maroc, comme beaucoup de pays, est confronté à la nécessité de renforcer la transparence, d'éviter les pratiques irrégulières et de restaurer la confiance entre le secteur public et le privé. Des audits récents ont d'ailleurs révélé des cas de fraude documentaire ou de fragmentation artificielle de contrats, soulignant l'importance d'un système d'information fiable pour prévenir les abus.

Dans ce cadre, même si le nouveau droit pèse peu sur les finances publiques, il peut changer la façon dont l'État suit et analyse les données économiques, offrant un levier pour mieux piloter les politiques publiques, réduire les risques de corruption et accroître l'efficience des dépenses.

Un tournant discret mais stratégique

Au final, l'enregistrement obligatoire des marchés publics ne se résume pas à un prélèvement fiscal supplémentaire. C'est une pièce d'un puzzle plus vaste : celui d'un Maroc qui veut renforcer la transparence, structurer l'information et améliorer l'efficacité de l'investissement public. Pour les entreprises comme pour les citoyens, cette réforme est un signe que le pays avance, pas sans défis, mais avec une claire intention de moderniser ses mécanismes économiques.

Dans une économie mondiale où les États cherchent à conjuguer croissance et bonne gouvernance, de telles mesures, même modestes, pourraient faire école. Au Maroc, le pari est simple : transformer une contrainte administrative en outil de confiance et d'intelligence économique pour tous.



FISCALITÉ MAROCAINE : LE CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS 2026 ACTE LE VIRAGE DE LA CONFORMITÉ ET DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE

Avec l'entrée en vigueur de la loi de Finances n°50-25, le Maroc tourne une page importante de sa politique fiscale. Le Code général des impôts (CGI) dans son édition 2026 ne bouleverse pas les taux, mais consolide une stratégie patiemment construite : élargir l'assiette, sécuriser la collecte et prévenir la fraude. Une réforme de maturité, ambitieuse dans ses objectifs, exigeante dans sa mise en œuvre, et parfois inconfortable pour les acteurs économiques les plus fragiles.

Une réforme dans la continuité, pas une rupture

Le CGI 2026 ne surgit pas de nulle part. Il s'inscrit dans le prolongement direct des orientations actées lors des troisièmes Assises nationales de la fiscalité. Le Projet de loi de Finances 2026 vient surtout donner une cohérence d'ensemble à des réformes déjà engagées. Pas de grand soir fiscal, ni de virage idéologique. Plutôt un alignement méthodique des règles, avec une philosophie désormais assumée : cesser de jouer sur les taux nominaux et s'attaquer, plus frontalement, aux zones de non-imposition.

Dans les cercles économiques, beaucoup y voient le signe d'un système fiscal arrivé à un certain âge de raison. « On cherche moins à ajuster à la marge qu'à rendre l'ensemble plus robuste et plus prévisible », confie un fiscaliste basé à Casablanca, habitué à accompagner des PME industrielles.

L'élargissement de l'assiette comme levier central

Le cœur de la réforme est là. Extension des retenues à la source à de nouveaux flux, généralisation ciblée de l'autoliquidation de la TVA, renforcement de la traçabilité des transactions immobilières : autant de mécanismes destinés à capter des revenus historiquement peu ou mal imposés. Le pari est clair. Préserver la compétitivité apparente du système fiscal marocain tout en améliorant son rendement réel.

Ce choix marque un glissement discret mais profond. D'une fiscalité largement déclarative, le Maroc s'oriente vers une fiscalité plus administrée, où l'impôt est sécurisé en amont, parfois avant même le contrôle fiscal classique. Les recettes publiques y gagnent en stabilité. Le Trésor, lui, dépend un peu moins d'un noyau restreint de grands contributeurs.



Contributions de solidarité : ciblées et encadrées

La prorogation de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et les revenus s'inscrit dans cette logique. Elle vise des capacités contributives élevées, sans étendre la pression fiscale à l'ensemble des ménages ou des entreprises. Contrairement à certaines critiques, il ne s'agit pas d'un prélevement para-budgétaire. Ces contributions sont intégrées au cadre budgétaire classique, limitées dans le temps, et adossées à des objectifs de cohésion sociale clairement identifiés.

À moyen terme, leurs effets macroéconomiques apparaissent maîtrisés. Elles épargnent les ménages modestes et les entreprises de taille intermédiaire, pilier du tissu productif national.

Un Code réorganisé pour plus de lisibilité

L'une des avancées les plus concrètes du CGI 2026 réside dans sa restructuration en trois livres distincts : règles d'assiette, procédures fiscales, sanctions. Une demande ancienne des praticiens. En séparant clairement ces dimensions, le législateur renforce la lisibilité et la sécurité juridique. « Cela réduit les interprétations contradictoires et améliore la prévisibilité des conséquences fiscales », souligne le même expert.

Cette clarification devient un facteur de confiance pour les entreprises et les investisseurs, dans un contexte où la stabilité réglementaire compte presque autant que les incitations financières.

Contrôle fiscal : plus d'efficacité, mais aussi plus de garanties

Le texte renforce les outils de l'administration, notamment la possibilité de mener simultanément une vérification de comptabilité et un examen de la situation fiscale personnelle. Objectif : gagner du temps et élargir le champ d'action du contrôle. Mais ce durcissement est encadré. La nullité des procédures en cas de défaut de notification, la clarification des compétences des commissions de recours et l'encadrement des délais visent à préserver les droits de la défense.

Surtout, le CGI 2026 consacre un changement de paradigme. On passe d'une logique de sanction a posteriori à une conformité préventive, portée par la retenue à la source, l'autoliquidation de la TVA et des obligations déclaratives renforcées. Les opérateurs économiques deviennent des rouages essentiels de la discipline fiscale, avec, en contrepartie, une charge administrative plus lourde.

Les TPE, maillon sensible de la réforme

C'est sans doute là que les tensions sont les plus vives. Pour les très petites entreprises, l'anticipation des paiements d'impôts et la multiplication des obligations déclaratives pèsent sur la trésorerie et l'organisation interne. Certes, des dispositifs transitoires et des seuils progressifs sont prévus. Mais le risque de non-conformité involontaire demeure.

Sur le papier, les TPE bénéficient des mêmes garanties procédurales que les autres contribuables. Dans la pratique, leur capacité à maîtriser des procédures plus techniques et souvent dématérialisées reste limitée. « La sophistication du droit fiscal peut accentuer l'asymétrie avec l'administration », avertit la source, malgré la consécration du principe de proportionnalité des sanctions.

Une fiscalité de maturité, à condition d'accompagner

Le CGI 2026 ouvre un nouveau cycle. Après la réforme des taux et des régimes, vient le temps de la gouvernance fiscale, de l'accompagnement des contribuables et de l'effectivité des garanties juridiques. La conformité devient le principal levier de rendement, au service d'une trajectoire budgétaire plus crédible.

Cette fiscalité de maturité peut renforcer la solidité économique du Maroc et soutenir une dynamique sociale plus inclusive. À une condition toutefois : que l'exigence de conformité s'accompagne d'un véritable effort pédagogique et d'un soutien concret aux acteurs les plus fragiles. Sans cela, la réforme risquerait de creuser des écarts là où elle ambitionne, justement, de les réduire.



IMMOBILIER URBAIN : L'ÉTAT MISE SUR DES LOYERS RÉDUITS DE 20 % POUR FAIRE DE LA LOCATION UN TREMPLIN VERS LA PROPRIÉTÉ

Dans les grandes villes marocaines, l'accès au logement est devenu un exercice d'endurance pour les ménages aux revenus modestes et intermédiaires. Face à la tension persistante sur le marché locatif, les pouvoirs publics préparent un mécanisme inédit : proposer des loyers inférieurs d'environ 20 % aux prix pratiqués, tout en permettant aux locataires de constituer progressivement un apport pour accéder à la propriété. Une réponse encore à l'étude, mais qui traduit un changement d'approche dans la politique de l'habitat.

Accéder à un logement à un prix acceptable relève aujourd'hui d'un parcours semé d'obstacles dans les grandes métropoles marocaines. Casablanca, Rabat, Tanger ou Marrakech concentrent les opportunités économiques, les services de santé et les infrastructures, mais aussi les tensions les plus fortes sur l'immobilier. La hausse continue des loyers, la rigidité des conditions imposées par certains propriétaires ou agences, et parfois la qualité insuffisante de l'offre disponible finissent par épuiser les ménages dans leur quête d'un loyer digne.

Cette réalité sociale s'est invitée récemment au Parlement. Lors d'une séance de questions orales à la Chambre des représentants, le secrétaire d'État chargé de l'Habitat, Adib Benbrahim, a reconnu publiquement l'ampleur de la hausse des prix, aussi bien à l'achat qu'à la location. Selon lui, le cœur du problème réside dans un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande, particulièrement marqué dans les grandes villes à forte attractivité économique et démographique.

Une pression immobilière multiforme

Plusieurs facteurs se combinent pour expliquer cette flambée des loyers. Le premier tient à la rareté du foncier urbain, qui renchérit le coût de l'acquisition des terrains et, par ricochet, celui des logements mis sur le marché. À cela s'ajoutent des pratiques spéculatives bien connues des professionnels du secteur : certains investisseurs acquièrent plusieurs biens immobiliers, non pour répondre à la demande résidentielle classique, mais dans une logique de rendement rapide, par la revente ou la location à forte valeur ajoutée.

Le développement rapide de la location de courte durée, notamment via des plateformes internationales, accentue cette tendance. Dans plusieurs quartiers urbains, des logements ont été progressivement retirés du marché locatif traditionnel pour être orientés vers une clientèle de passage, plus rentable à court terme. Ce déplacement de l'offre réduit mécaniquement le nombre de biens disponibles pour les résidents permanents et contribue à maintenir les loyers à des niveaux élevés.

Les établissements bancaires jouent également un rôle indirect dans cette dynamique. En privilégiant le financement de projets immobiliers à forte rentabilité, comme la location touristique, ils encouragent l'investissement dans des segments déjà tendus, au détriment du logement destiné aux ménages. Résultat : un marché locatif classique sous pression, alors même que la demande sociale reste forte et urgente.



Une étude pour réorganiser le marché locatif

Face à cette situation jugée préoccupante, le gouvernement travaille sur une étude visant à structurer l'accès au logement locatif et à proposer des solutions durables. Les premiers résultats sont attendus pour le mois de mars. L'objectif affiché est clair : stimuler le marché immobilier tout en soulageant la charge financière qui pèse sur les locataires.

Le dispositif envisagé repose sur deux piliers. D'une part, la mise à disposition de logements à des loyers inférieurs d'environ 20 % aux prix en vigueur sur le marché. Ces unités seraient construites ou acquises par des institutions publiques régionales et proposées dans une logique de long terme, afin d'éviter toute dérive spéculative. D'autre part, une fraction du loyer versé serait capitalisée au fil du temps, constituant ainsi un apport financier en vue d'un achat futur.

Cette approche hybride, entre location encadrée et préparation à l'accession à la propriété, marque une rupture avec les politiques classiques du logement. Elle reconnaît implicitement que, pour de nombreux ménages, l'achat immédiat est hors de portée, mais que la location peut devenir un levier plutôt qu'une impasse.

Location et propriété : un changement de paradigme

L'idée de transformer le loyer en outil de constitution de patrimoine répond à une attente largement partagée, notamment chez les jeunes actifs urbains. Beaucoup expriment le sentiment de « payer à perte » pendant des années, sans perspective d'évolution. En introduisant une logique de capitalisation, l'État tente de redonner du sens à l'effort financier consenti par les locataires.

Cette initiative s'inscrit dans une politique plus large visant à renforcer la cohésion sociale et à promouvoir un développement urbain plus inclusif. Elle complète d'autres programmes publics, comme ceux destinés à l'éradication de l'habitat insalubre ou au soutien à l'accession à la propriété pour les ménages modestes.

En misant sur des loyers réduits de 20 % et sur une trajectoire progressive vers la propriété, l'État esquisse une réponse innovante à une crise du logement devenue structurelle. Si elle se concrétise, cette approche pourrait redonner de l'oxygène à des milliers de ménages urbains. Mais c'est dans la rigueur de son exécution que se jouera sa crédibilité – et, au-delà, la confiance d'une génération en quête de stabilité et de perspectives.



MAROC : FACE À L'ENVOlée DES LOYERS ET DES PRIX IMMOBILIERS, AIRBNB AU CŒUR DE LA CRISE DU LOGEMENT URBAIN

ECO BUSINESS

Dans un contexte où les grandes villes marocaines deviennent de plus en plus inabordables pour les classes moyennes, le gouvernement reconnaît une crise du logement profonde. Entre pénurie d'offre, spéculation, et boom des locations courte durée via des plateformes comme Airbnb, la tension ne cesse de monter. Le secrétaire d'État chargé de l'Habitat esquisse des pistes – dont une baisse possible des loyers de 20 % et un encadrement des biens touristiques – mais le défi reste colossal pour des millions de ménages.

Dans les couloirs feutrés de la Chambre des représentants, lundi dernier, le secrétaire d'État chargé de l'Habitat, Adib Benbrahim, a lâché une phrase qui a fait l'effet d'une bombe contrôlée : « Il y a effectivement une hausse des loyers, que ce soit à l'achat ou à la location ». Pas d'euphémismes. Pas de langue de bois. Simplement un constat partagé par des milliers de familles marocaines.

Ce qui se joue aujourd'hui dépasse la simple montée des prix : il s'agit d'un déséquilibre structurel entre une demande effrénée et une offre qui peine à suivre dans les grandes métropoles comme Casablanca, Rabat, Marrakech ou Tanger. Ces villes continuent d'attirer populations actives, étudiants, investisseurs – grâce à leur concentration d'emplois, d'infrastructures modernes et de services publics – mais peinent à répondre aux besoins logistiques et fonciers de cette affluence.

À Rabat, par exemple, opérateurs et promoteurs pointent une flambée continue des loyers et du neuf depuis 2020, une dynamique qui met à rude épreuve les budgets des ménages moyens, souvent contraints de s'éloigner vers la périphérie pour se loger.

Ce déséquilibre est accentué par la rareté du foncier urbain, qui pèse sur le coût de construction et, par ricochet, sur les prix de vente et de location. Dans certaines grandes villes, le simple fait de trouver un appartement à un prix raisonnable relève presque de l'exception.

À cela s'ajoute un phénomène qui inquiète les pouvoirs publics : des pratiques spéculatives bien réelles. Des investisseurs achètent des biens non pas pour habiter ou pour louer long terme, mais pour les revendre rapidement ou les exploiter dans l'économie du short-term rental via les plateformes numériques. Une tendance qui réduit encore l'offre résidentielle classique et fait grimper les références de prix, au détriment des ménages.

Dans certaines villes côtières et touristiques, cette pression est encore plus visible. À Tanger, par exemple, près de 3 540 logements sont actifs sur des plateformes comme Airbnb, générant des revenus d'environ 136 000 MAD par an en moyenne pour les hôtes – ce qui incite bon nombre de propriétaires à convertir leurs biens en hébergements touristiques plutôt qu'en logements à long terme.



Ce phénomène n'est pas sans conséquence sur l'accès au logement. Il est aujourd'hui courant d'entendre des témoignages de jeunes actifs ou de familles expliquant qu'un appartement de base dans une grande ville peut coûter plusieurs milliers de dirhams par mois, loin des revenus du travailleur moyen, souvent contraint de dépenser une part disproportionnée de son salaire pour se loger.

Face à cette équation complexe, l'Exécutif marocain prépare plusieurs volets d'intervention. Le premier vise à encercler plus strictement la location de courte durée, en particulier là où elle empiète sur des zones résidentielles non prévues pour le tourisme, en s'appuyant sur les documents d'urbanisme en vigueur.

Plus ambitieux encore : un nouveau modèle locatif, actuellement à l'étude, qui pourrait permettre de réduire les loyers d'environ 20 % par rapport au marché classique. L'idée ? Qu'une partie du loyer versé soit assimilée à une forme d'épargne ou d'apport, ouvrant potentiellement la porte à une accession à la propriété à terme, sans effort d'épargne supplémentaire. Les premiers résultats de cette réflexion sont attendus d'ici fin mars 2026.

Ce dispositif s'adresse en priorité à la classe moyenne, souvent la plus étouffée par les coûts actuels. Il se veut une réponse à la double réalité de nombreux citoyens : trop riches pour les aides sociales classiques, trop pauvres pour accéder à la propriété dans un marché qui s'envole.



En filigrane de ce débat, une question essentielle demeure : les mesures envisagées suffiront-elles à contenir une crise devenue l'une des principales préoccupations des ménages urbains ? Une chose est sûre : si rien n'est fait, l'écart entre l'offre et la demande risque de continuer à se creuser, creusant aussi les inégalités. Les prochaines semaines, et surtout les propositions finales attendues en mars, seront décisives pour évaluer la portée réelle de ces initiatives.

FONCIER CHER, BTP SOUS TENSION AU MAROC : LOGEMENT, SPÉCULATION ET URBANISATION AU CŒUR D'UN DÉSÉQUILIBRE DURABLE

La hausse continue des prix du foncier s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux freins à l'équilibre du bâtiment et des travaux publics au Maroc. Raréfaction des terrains mobilisables, lourdeurs administratives et logiques spéculatives pèsent sur la rentabilité des projets et renchérissent l'accès au logement, au moment où les villes concentrent toujours plus de population et d'attentes sociales.

Le terrain, point de départ de toute équation immobilière

Il fut un temps où le foncier n'était qu'une ligne parmi d'autres dans le montage financier d'un projet. Ce temps est révolu. Dans les grandes agglomérations, le prix du terrain absorbe désormais une part déterminante du coût global, parfois plus de la moitié de l'investissement, comme le souligne Finances News. Cette réalité modifie en profondeur la logique des opérateurs du BTP : avant l'architecture ou les choix techniques, tout commence par la capacité à sécuriser un sol à un prix compatible avec un modèle économique viable.

À Casablanca, Rabat ou Marrakech, la pression est constante. Les parcelles réellement exploitables se raréfient, non pas par manque physique, mais en raison de statuts juridiques complexes, d'indivisions interminables ou d'un déficit d'équipements. La rareté est d'abord opérationnelle, et elle renchérit mécaniquement le logement.

Urbanisation rapide, offre foncière contrainte

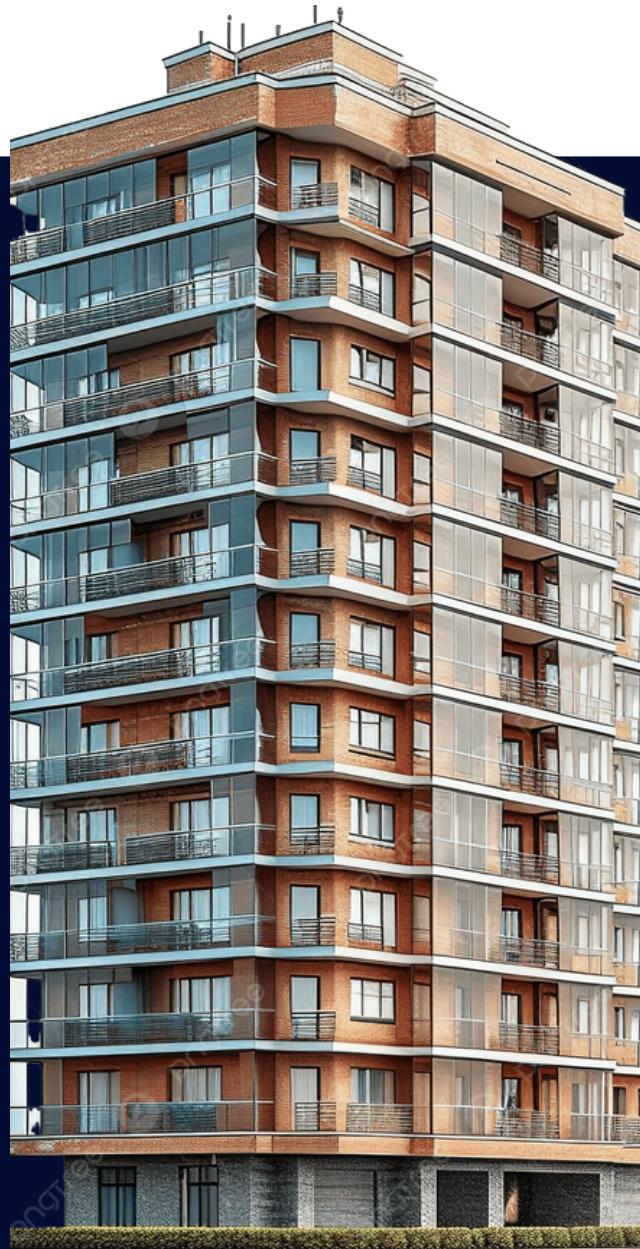
La dynamique démographique accentue ce déséquilibre. L'urbanisation rapide concentre la demande sur des zones déjà saturées, alors que l'offre foncière mobilisable peine à suivre. Selon Finances News, le terrain est ainsi devenu le premier déterminant du prix du logement, devant la main-d'œuvre et les matériaux, pourtant eux-mêmes soumis à des tensions inflationnistes.

Dans les discussions de terrain, certains promoteurs confient, parfois à voix basse, que le prix du sol conditionne désormais jusqu'à la typologie des ménages ciblés.

Le logement n'est plus pensé pour répondre à un besoin social, mais pour absorber un coût initial devenu excessif.

Spéculation et logique d'attente

À cette contrainte structurelle s'ajoute la spéculation. Le foncier est de plus en plus perçu comme un actif financier. Dans plusieurs zones à fort potentiel, l'acquisition vise la valorisation future plutôt que la construction immédiate. La lenteur des procédures, l'anticipation de projets publics et l'absence de coûts dissuasifs liés à la rétention encouragent cette logique d'attente.



Sur deux décennies, Finances News relève des hausses spectaculaires des prix des terrains urbanisables dans certaines régions, sans lien direct avec l'évolution des revenus ou des coûts réels de construction. Un décalage qui nourrit un sentiment d'injustice, notamment chez les classes moyennes.

Un marché qui se polarise

Les conséquences sont visibles. Un terrain surpayé se répercute sur le prix final, amplifié par les charges financières et les délais. Pour préserver leurs marges, de nombreux opérateurs montent en gamme, densifient ou réduisent les surfaces. Le marché se polarise entre logement social très contraint et programmes haut de gamme, laissant un vide croissant sur le segment intermédiaire.

Les délais administratifs accentuent cette fragilité. Malgré la digitalisation et les guichets uniques, la maturation d'un projet reste longue et imprévisible. Chaque mois de retard génère des coûts supplémentaires. Le temps devient un facteur de risque à part entière.

Un enjeu macroéconomique et social

Au-delà du BTP, le foncier cher pèse sur le coût de la vie, l'attractivité des villes et la capacité du Maroc à mener des politiques urbaines inclusives. Les leviers sont connus : accélération des procédures, transparence foncière, lutte contre la rétention spéculative, développement de zones prêtes à l'emploi et activation stratégique du foncier public.

Le foncier n'est pas qu'un support physique. C'est un instrument de développement, au cœur du logement, de l'urbanisation et de la cohésion sociale. La manière dont il sera régulé et partagé conditionnera la capacité du Maroc à bâtir des villes équilibrées et à redonner au BTP des bases économiques soutenables, à la hauteur des attentes d'une société en mutation.



LE MAROC PARIE SUR L'IA POUR CRÉER 50.000 EMPLOIS

ECO BUSINESS

Le Maroc affiche une ambition forte : faire de l'intelligence artificielle un levier de croissance et viser la création de 50.000 emplois. Derrière ce chiffre, une question centrale se dessine : comment transformer un virage technologique en emplois durables, qualifiés et répartis sur le territoire ?

Former vite, former bien : la bataille des talents

L'intelligence artificielle n'est plus un sujet de conférences : elle s'invite dans les centres d'appels, les banques, la logistique, la santé, l'agriculture, et même dans la modernisation des services publics. Au Maroc, l'objectif annoncé de créer 50.000 emplois grâce à l'IA s'inscrit dans une logique désormais partagée par de nombreux pays : capter une part de la valeur d'une technologie qui recompose les métiers à grande vitesse, plutôt que de la subir.

La première condition, c'est la formation. Les besoins ne concernent pas seulement les ingénieurs en machine learning. L'économie de l'IA réclame aussi des profils intermédiaires : analystes data, techniciens cloud, spécialistes cybersécurité, product managers, experts qualité des données, juristes du numérique, et formateurs capables d'industrialiser les compétences. Les universités, écoles d'ingénieurs, bootcamps et dispositifs de reconversion deviennent ainsi des pièces maîtresses, avec un enjeu de volume mais aussi d'adéquation : former aux outils, mais surtout aux usages, aux méthodes et à l'éthique.

Deuxième condition : l'innovation appliquée. Les emplois se créent quand les entreprises déploient des solutions, signent des contrats, et gagnent en productivité. Les cas d'usage jugés les plus "créateurs" sont souvent ceux qui touchent des secteurs où le Maroc dispose d'écosystèmes : l'offshoring et les services, l'automobile, l'aéronautique, l'agro-industrie, le tourisme, mais aussi l'administration (automatisation documentaire, relation usager, détection de fraude). Dans ce schéma, les startups jouent un rôle d'accélérateur, à condition d'accéder à des données, à des marchés publics ouverts et à du financement patient.

Reste la question sensible : l'IA crée autant qu'elle transforme, parfois en supprimant des tâches. Le défi est donc social et territorial. Sans stratégie d'inclusion, le risque est de concentrer les nouveaux emplois dans quelques pôles déjà connectés. La réussite du pari marocain se mesurera à sa capacité à faire émerger une "classe moyenne numérique", avec des compétences diffusées, des passerelles de reconversion, et des garde-fous sur l'usage des données.



TRANSITION NUMÉRIQUE: RABAT PARIE SUR L'IA POUR DOPER LE PIB DE 100 MDS DH D'ICI 2030

Le Maroc vise +100 Mds DH de PIB d'ici 2030 grâce à l'IA: centres de données souverains, cloud et fibres, 50 000 emplois, 200 000 formés et partenariat avec Mistral.

La ministre marocaine de la Transition numérique, Amal El Falah Seghrouchni, a annoncé que le Maroc ambitionne d'augmenter son produit intérieur brut de 100 milliards de dirhams (environ 10 milliards de dollars) d'ici 2030 grâce à une stratégie dédiée à l'intelligence artificielle. Cette trajectoire s'appuie sur l'accélération des investissements dans la formation, les centres de données souverains et les services cloud, au moment où Rabat intensifie ses efforts pour structurer une économie numérique compétitive.

Avec un PIB actuel proche de 170 milliards de dollars, le Maroc prévoit d'investir dans des hubs d'IA adossés aux universités et au secteur privé, tout en intégrant des solutions d'IA dans l'administration et les secteurs productifs. Selon la ministre, le gain de PIB attendu proviendra notamment de:

- l'augmentation des capacités de traitement des données locales via des data centers souverains;
- l'extension des infrastructures de cloud et de fibre optique;
- la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée pour déployer l'IA dans les services publics et l'économie réelle.

La feuille de route fixe l'objectif de créer 50 000 emplois liés à l'IA et de former 200 000 diplômés aux compétences du domaine d'ici 2030. Dans ce cadre, la ministre a signé lundi un partenariat avec l'entreprise française Mistral pour soutenir le développement d'outils d'IA générative au Maroc. Elle a ajouté vouloir faire du pays un futur hub d'excellence en intelligence artificielle et sciences des données, tout en préparant un cadre législatif dédié à l'IA.



Le gouvernement prévoit également le lancement d'instituts baptisés « Al-Jazri », en hommage à l'ingénieur et inventeur musulman Ismaïl Al-Jazri (1136–1206), afin de renforcer l'écosystème IA et accompagner l'évolution rapide du secteur à l'échelle mondiale.

Sur le plan budgétaire, 11 milliards de dirhams (1,2 milliard de dollars) ont été alloués à la stratégie de transformation numérique 2024–2026, couvrant les initiatives IA et l'extension du réseau de fibre optique. Parallèlement, le Maroc entend construire à Dakhla un centre de données alimenté en énergies renouvelables d'une capacité de 500 MW pour renforcer la souveraineté et la sécurité du stockage national de données.

Enfin, le 8 février 2024, les autorités ont annoncé la création de deux écoles dédiées à l'IA et au numérique à Taroudant et Berkane, une première au royaume qui s'inscrit dans la montée en puissance des compétences locales au service de la stratégie nationale.

FLASH - ÉCO

ECO BUSINESS

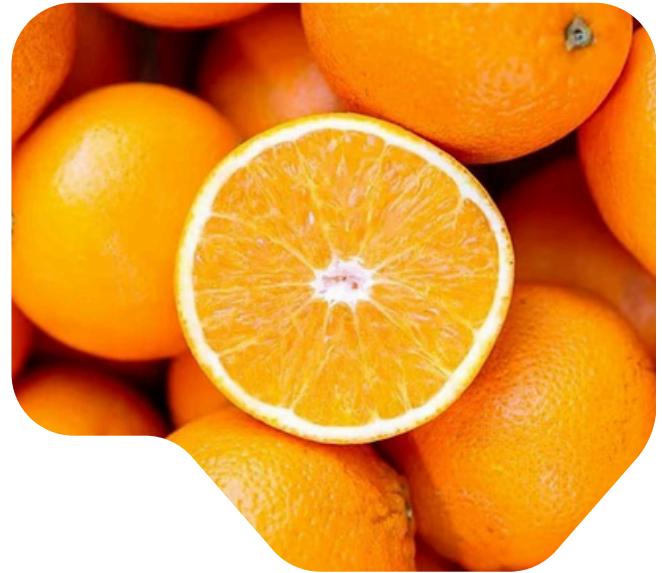
Exportations d'oranges marocaines : +38% en 2024-2025

La filière agrumicole marocaine en reprise

La saison 2024-2025 marque un redressement pour les exportations d'oranges marocaines, avec 84 600 tonnes expédiées à l'international, soit une hausse de 38 % par rapport à la saison précédente.

Cette reprise est portée par la variété Maroc Late, des conditions climatiques favorables et une adaptation progressive des pratiques culturales. Le marché canadien devient la principale destination, tandis que le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et l'Espagne affichent des croissances remarquables.

Les mesures gouvernementales, comme la subvention des exportations vers l'Europe, ont renforcé la compétitivité du produit. Malgré des défis liés au climat et à l'eau, le secteur amorce un redressement prometteur.



La Banque mondiale prévoit une croissance modérée pour le Maroc en 2026

Croissance marocaine en léger ralentissement

La Banque mondiale anticipe un ralentissement de la croissance économique du Maroc, qui passerait de 5 % en 2025 à une moyenne de 4,4 % sur 2026-2027. Ce recul s'explique par un essoufflement de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, ainsi qu'un rythme plus modéré de création d'emplois.

Le HCP prévoit un léger redressement à 4,2 % au premier trimestre 2026, soutenu par la demande intérieure. Les comptes extérieurs et les finances publiques restent globalement stables, mais le potentiel de croissance additionnel dépendra des réformes structurelles et de l'investissement privé.

À l'échelle mondiale, la croissance devrait ralentir à 2,6 % en 2026, avec des risques liés au commerce et aux conditions financières.

Fruits rouges au Maroc : le nord relance la saison des myrtilles

Myrtilles : le nord prend le relais

La campagne des myrtilles démarre dans le nord du Maroc avec quelques semaines de retard à cause du froid, mais les premières récoltes dans la région de Larache sont encourageantes.

Les producteurs privilégient pour l'instant le marché intérieur, plus rentable que l'export européen, tout en préparant une montée en puissance des volumes pour les prochaines semaines.

Les variétés plus grosses et l'augmentation des surfaces plantées promettent une production supérieure à celle de l'an dernier. Le pic de récolte est attendu en avril, période clé pour la filière qui s'adapte aux aléas climatiques et continue de se structurer.



Emirates poursuit ses journées de recrutement au Maroc

Emirates recrute au Maroc

Emirates organise en janvier 2026 des sessions de recrutement à Casablanca, Rabat, Fès, Tanger et Marrakech pour renforcer ses équipes techniques et commerciales. Avec déjà plus de 1.000 Marocains à bord, la compagnie valorise le vivier local pour son expansion mondiale.

Les candidats présélectionnés seront évalués et interviewés sur place, avec une formation complète à Dubaï pour les retenus. La compagnie offre des conditions attractives, incluant salaire non imposable, logement, transport et primes de vol.

Les intéressés peuvent postuler en ligne ou se présenter directement aux sessions. Ces initiatives soulignent la place stratégique du Maroc dans la stratégie globale d'Emirates.



Maroc : étude sur l'emploi des moins de 30 ans

Le ministère de l'Emploi lance une étude sur les attentes et aspirations professionnelles des jeunes de moins de 30 ans

Le ministère de l'inclusion économique et de l'emploi prépare une étude qualitative pour mieux comprendre les attentes, aspirations et perceptions des jeunes de moins de 30 ans vis-à-vis du marché du travail.

L'enquête, menée par l'Observatoire national du marché du travail, analysera les préférences en matière de formes d'emploi (salariat, entrepreneuriat, freelancing, travail hybride) et les freins à l'insertion professionnelle. Elle couvrira un échantillon diversifié, représentatif de jeunes urbains, ruraux, étudiants, actifs et inactifs.

Les résultats, attendus après quatre mois, serviront à formuler des recommandations pour rapprocher les politiques de l'emploi des besoins et ambitions de cette génération.



Maroc : 3,4 millions de bourses scolaires

La rentrée scolaire 2025-2026 : près de 3,4 millions d'élèves bénéficient de la bourse, avec un fort impact en milieu rural

Le Maroc compte près de 3,4 millions de bénéficiaires de la bourse de la rentrée scolaire, dont 60 % en milieu rural, soit une hausse de 19 % par rapport à l'année précédente.

Ce soutien, essentiel pour favoriser la scolarisation et lutter contre la déperdition scolaire, est renforcé par l'intégration des allocations familiales. Le transport scolaire touche environ 700 000 élèves, les internats 217 000, et la restauration scolaire 75 000, avec une majorité des bénéficiaires en zones rurales.

Ces mesures visent à garantir l'égalité des chances et encourager les familles à maintenir leurs enfants à l'école.



Pluie : espoir pour les agrumes marocains

Les récentes pluies redonnent un souffle à la filière des agrumes au Maroc, entre qualité des fruits et perspectives à l'export

Les récentes précipitations au Maroc relancent la filière agrumicole après plusieurs années difficiles marquées par la sécheresse et la concurrence étrangère. Mandarines et clémentines profitent de meilleures conditions climatiques, avec des fruits plus gros, mieux colorés et moins touchés par les ravageurs.

La production nationale progresse par rapport aux dernières saisons, tandis que les exportateurs ciblent des marchés de niche à l'international. La concurrence égyptienne reste un défi, mais des ajustements logistiques et une demande locale croissante pourraient équilibrer la situation.

Les producteurs misent désormais sur l'amélioration des rendements plutôt que l'extension des surfaces. Les variétés tardives, comme les oranges Valencia et Maroc Late, sont au centre des espoirs pour soutenir l'exportation.



ECO BUSINESS



Le gouvernement fixe le prix plafond du sucre raffiné à 5,15 DH/kg

Plafond fixé pour le sucre raffiné pour stabiliser le marché

Le gouvernement marocain a instauré un plafond pour le prix du sucre raffiné afin de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs et stabiliser le marché. Le sucre en pain est plafonné à 5,14 DH/kg, tandis que le sucre granulé ou en poudre (« Sanida ») varie selon le conditionnement, allant de 4,23 à 4,33 DH/kg. Cette mesure, entrée en vigueur le 1er janvier 2026, encadre les prix et marges à toutes les étapes de commercialisation, depuis la sortie d'usine jusqu'au détail.

Elle remplace l'arrêté de 2006 et s'inscrit dans une stratégie gouvernementale visant à réguler les prix des produits de base et maîtriser les marges tout au long de la chaîne.

Le Maroc stoppe l'export de sardine congelée

Le Maroc suspend les exportations de sardine congelée pour protéger le marché intérieur

Face à la baisse des débarquements de sardine et à la pression sur les prix, le Maroc a décidé de suspendre l'exportation de la sardine congelée à partir du 1er février.

Cette mesure, annoncée par la secrétaire d'État chargée de la Pêche maritime, Zakia Driouich, vise à garantir l'approvisionnement du marché national et contenir les tensions sur ce produit de première nécessité. Les débarquements ont chuté de 46 % entre 2022 et 2024, passant de 966.000 à 525.000 tonnes.

La décision s'inscrit dans une stratégie plus large de préservation des stocks halieutiques et de régulation des prix, notamment pour répondre aux besoins accrus pendant le Ramadan.



Royal Air Maroc ouvre une base à Tétouan

La RAM renforce le Nord : nouvelle base à Tétouan et six liaisons directes vers l'Europe

Royal Air Maroc inaugure une base à l'aéroport de Tétouan – Sania R'mel à partir du 27 mars 2026, renforçant la connectivité du Nord du Royaume.

La compagnie nationale lancera six nouvelles liaisons directes vers Paris, Londres-Gatwick, Bruxelles, Barcelone, Madrid et Malaga, tout en augmentant la fréquence des vols Tétouan–Casablanca. Cette initiative, réalisée en coordination avec l'Office National Marocain du Tourisme, vise à soutenir le développement touristique et économique de la région.

Les vols seront opérés en Embraer 190, offrant confort et performance pour les trajets moyen-courrier. Les billets sont disponibles dès le 7 janvier 2026.



Marsa Maroc modernise ses terminaux à conteneurs à Casablanca

Le port de Casablanca prépare des extensions stratégiques des terminaux TCE et TC3 pour accueillir des navires de plus grande capacité

Marsa Maroc prévoit d'étendre et d'approfondir ses terminaux à conteneurs TCE et TC3 au port de Casablanca afin de renforcer leur compétitivité et d'accueillir des navires de nouvelle génération. Les travaux incluent l'approfondissement des quais, l'extension des linéaires, la rénovation des infrastructures et l'installation de nouveaux équipements portuaires, dont une passerelle Ro-Ro et le système shore-power pour une alimentation électrique écologique des navires.

Ces opérations s'inscrivent dans une stratégie de modernisation visant à optimiser les performances, la sécurité et la durabilité des terminaux dans un contexte de flux maritimes de plus en plus importants.



Tourisme au Maroc : près de 20 millions de visiteurs en 2025

Une année record pour le tourisme marocain : 19,8 millions de visiteurs et des recettes historiques en 2025. Le Maroc a accueilli 19,8 millions de touristes en 2025, soit une hausse de 14 % par rapport à 2024, frôlant pour la première fois le cap symbolique des 20 millions de visiteurs.

Les recettes touristiques ont atteint 124 milliards de dirhams, en progression de 19 %. Cette performance résulte des efforts de la Feuille de route 2023–2026, qui vise à renforcer l'offre, la qualité des services et la connectivité aérienne.

La ministre du Tourisme souligne que ce succès reflète une transformation durable du secteur et prépare le Royaume à accueillir 26 millions de touristes d'ici 2030.



By Lodj



LE MONDE ENCHIFFRES

Lisez ECO BUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.



www.pressplus.ma